

Tendances contemporaines de la famille

L'état actuel du budget de la famille canadienne

Rapport 2006

Roger Sauvé
(février 2007)

94 PROM. CENTREPOINTE DR. OTTAWA, ONTARIO, CANADA K2G 6B1 TEL: (613) 228-8500 FAX/TÉLÉC : (613) 228-8007
WWW.VIFAMILY.CA

Patron
Her Excellency The Right Honourable
Michaëlle Jean, C.C., C.M.M., C.O.M., C.D.
Governor General of Canada

Founded by the late
Right Honourable *Georges P. Vanier*
and the late Honourable *Pauline Vanier*

Présidente d'Honneur
Son Excellence la très honorable
Michaëlle Jean, C.C., C.M.M., C.O.M., C.D.
Gouverneure Générale du Canada

Fondé par feu le très
Honorable *Georges P. Vanier*
et l'Honorable *Pauline Vanier*

President/Président
Allan D. MacKay

Chair, Executive Committee
Président, Comité Exécutif
Jean T. Fournier

À propos de l'auteur...

Roger Sauvé, président de People Patterns Consulting, est l'auteur de *Canadian People Patterns* (1990), *Borderlines* (1994) et de *Profil des familles canadienne III* (2004). Il a rédigé de nombreux rapports pour des clients sur les tendances sociales, économiques et démographiques. Il est aussi auteur de *Canada Job Trends* en plus d'élaborer des prévisions à long terme. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 613.931.2476, par courriel à peoplepatternsconsulting@sympatico.ca ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.

§

L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous le patronage de Leurs Excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut est une organisation bénévole nationale qui se consacre à la promotion du bien-être des familles canadiennes par le biais de la recherche, de publications, de l'éducation du public et de la défense des intérêts des familles. L'Institut collabore régulièrement avec les entreprises, les législateurs, les décisionnaires, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services à la famille, les médias et le grand public.

Tendances contemporaines de la famille est une collection de documents hors série rédigés par d'éminents experts canadiens des études de la famille.

§

Also available in English

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE	5
POINTS SAILLANTS DU RAPPORT 2006	6
La question de fond – Les impacts sociaux du stress financier.....	7
Nécessité d'une éducation à la consommation plus poussée.....	8
C'est que j'ai vraiment donné, au bureau!... Autre recul du taux horaire réel en 2006.....	9
Les salariés s'en tirent tout juste un peu mieux.....	9
Malgré tout..., bond en avant du revenu des ménages en 2005 et 2006.....	10
... tout comme de leurs dépenses.....	10
Montée du revenu des familles pendant les premières années de la décennie.....	11
UN NOUVEAU RECORD – La contribution du second soutien économique chez les couples qui ont des enfants	11
En 2004, le fardeau fiscal est tombé à son plus bas depuis deux décennies.....	11
Encore loin du but!... Les femmes titulaires d'un emploi à plein temps toute l'année ne gagnent toujours que 70 % du salaire masculin.....	12
Les femmes se rapprochent de l'égalité... en matière d'insolvabilité.....	12
INQUIÉTANT! Les couples avec enfants n'ayant qu'un soutien économique sont cinq fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les couples à deux revenus	13
Des mères seules moins pauvres..., car plus nombreuses sur le marché du travail.....	14
« Le fait est que... » l'inégalité gagne de plus en plus de terrain.....	15
On compte environ 1,1 million de ménages millionnaires, MAIS plus de 2 millions dont l'actif est inférieur à 5 000 \$.....	18
Où peut-on aller avec 400 \$? Les ménages les plus pauvres courent des risques plus grands.....	18
Ka-ching! Ka-ching! Entendez-vous l'alarme? – Le ratio d'endettement atteint les 127 %.....	18
Les faillites avoisinent toujours des niveaux records.....	19
Croyons-le ou non! – Onze fois plus de faillites chez les personnes âgées.....	19
DANS L'ENSEMBLE ..., nous nous enrichissons.....	21
 SUPPLÉMENT SPÉCIAL – Aperçu des habitudes de dépenses de 1999 à 2004	
Partie 1 – Besoin ou caprice?.....	22
Partie 2 – Évolution selon le groupe d'âge.....	25
	.../continué

ANNEXE A – Revenus moyens des familles et des personnes seules, écart de faible revenu et répartition des revenus après transferts et impôts sur le revenu 32

ANNEXE B – Familles et personnes seules à faible revenu (vivant dans la pauvreté) après transferts et impôts sur le revenu 34

ANNEXE C – Principaux constituants de la valeur nette moyenne par ménage selon la *valeur marchande*, en dollars constants de 2004 36

INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE

Nous revoici au rendez-vous. Ce huitième rapport annuel fait le point sur l'état du budget des familles et des ménages mis à jour pour l'année 2006. Il examine le revenu, les dépenses, l'épargne et la valeur nette des différentes catégories de familles et de ménages. À en juger par la réaction positive suscitée par les rapports antérieurs, les individus et familles, gouvernements, milieux d'affaires et syndicats, médias et nombre d'autres entités ressentent le besoin d'une vue d'ensemble précise de la situation financière des familles. Notre rapport est devenu un instrument de référence, à la fois pour le grand public et pour les chercheurs, et certains de nos graphiques et conclusions figurent aujourd'hui en bonne place dans divers manuels scolaires.

Le rapport est essentiellement axé sur les familles, mais les indicateurs de revenus familiaux les plus récemment publiés par Statistique Canada ne vont pas au-delà de 2004. Nous disposons de données plus récentes pour l'ensemble du secteur des particuliers, et c'est sur ces données que nous nous appuyons dans nos estimations relatives à l'ensemble des ménages jusqu'en 2006. Les estimations pour 2006 visent les neuf ou dix premiers mois de l'année. Le terme « ménages » recouvre à la fois les personnes seules et les familles. Les ménages familiaux forment les deux tiers environ de tous les ménages; aussi les tendances récentes observées chez les ménages donnent-elles une bonne idée de la situation des familles. Les estimations du « revenu personnel disponible » et du « revenu familial » englobent les transferts gouvernementaux, déduction faite de l'impôt sur le revenu.

Pour faciliter la lecture des données et mieux faire ressortir leur pertinence, les mesures ont été converties selon les critères « par ménage » et « par famille ». Les estimations financières sont exprimées en dollars de 2004; leur variation au fil des ans représente donc l'évolution du pouvoir d'achat réel, compte tenu de l'inflation. Le terme « réel » désigne ce qu'il serait advenu en l'absence d'inflation. On mesure l'inflation à l'aide de l'indice des prix à la consommation. Nos mesures incorporent les mises à jour et toutes les révisions récentes de Statistique Canada.

Cette année, l'analyse vise principalement la période de 1990 à 2006 en insistant sur la « décennie actuelle », soit depuis l'année 2000, et elle comprend la dernière année de la série pour laquelle des données sont disponibles. On a choisi comme point de départ l'année 1990, afin de dégager les changements à plus long terme. Les graphiques et tableaux qui illustrent le texte et les annexes indiquent en pourcentages les changements survenus respectivement pendant l'entier de la période, la période de 2000 à 2004 et l'année 2004. Nous invitons le lecteur à examiner les tableaux A, B et C, annexés au document, pour un aperçu plus détaillé des changements survenus à l'égard des différentes catégories de familles et de ménages.

La quasi-totalité des données de base provient de Statistique Canada. Les autres calculs ont été effectués par l'auteur, qui se porte responsable de toute erreur ou omission.

Roger Sauvé, People Patterns Consulting, peut être joint par téléphone, au 613 931-2476; par courriel, à peoplepatternsconsulting@sympatico.ca; via son site Web, à www.peoplepatternsconsulting.com.

POINTS SAILLANTS DU RAPPORT 2006 – Février 2007

- **LES IMPACTS SOCIAUX DU STRESS FINANCIER** – L'insolvabilité ne représente qu'un des indicateurs de stress. Le recours aux cartes de crédit joue désormais un rôle de « filet de sécurité » ou sert simplement à « joindre les deux bouts ». Aujourd'hui, le terme « stress lié à l'endettement » fait partie du jargon médical. Les soucis financiers touchent également le milieu de travail, car les travailleurs passent une grande partie de leur temps de travail à s'occuper de leurs problèmes.
- **C'EST QUE J'AI VRAIMENT DONNÉ, AU BUREAU!** – Le gain horaire effectif des employés rémunérés à l'heure subit une nouvelle régression. Les salariés s'en tirent tout juste un peu mieux. Pour l'ensemble des deux types de travailleurs, les gains réels ont augmenté de quelque 25 cents depuis 1991. La croissance ininterrompue de l'emploi et certaines rentrées de fonds spéciales ont soutenu le revenu des ménages en 2005 et 2006.
- **LA CONTRIBUTION DU SECOND SOUTIEN ÉCONOMIQUE MARQUE UN RECORD** – En 2004, chez les couples qui ont des enfants, le second soutien économique a touché 19 500 \$..., du jamais vu! Parallèlement, les couples ayant des enfants mais un seul revenu sont beaucoup plus susceptibles de connaître la pauvreté... en fait, cinq fois plus.
- **ENCORE LOIN DU BUT!** – Les femmes titulaires d'un emploi à plein temps toute l'année ne gagnent toujours que 70 % du salaire masculin..., ce qui n'a guère changé depuis plus d'une décennie. Les femmes, en particulier les femmes d'un certain âge, sont maintenant à l'origine d'une part croissante des faillites de particuliers. La situation des mères seules affiche des progrès, mais il reste encore beaucoup à faire pour abaisser le taux de pauvreté chez ces familles.
- **INÉGALITÉ CROISSANTE** – Les familles de la tranche supérieure (20 %), soit les mieux nanties, retiennent une portion croissante de l'ensemble des revenus et de la richesse. Les autres s'accommodent d'une part restreinte ou à peine suffisante pour subsister. Les familles de la tranche inférieure (20 %), soit les plus pauvres, n'ont en moyenne qu'environ 400 \$ de côté pour les mauvais jours. On compte actuellement au Canada 1,1 million de ménages millionnaires.
- **KA-CHING! L'ENDETTEMENT POURSUIT SON ESCALADE** – Le niveau d'endettement atteint maintenant les 127 % des revenus..., autre record. Grâce à la prospérité des marchés immobilier et boursier, la dette est soutenue par des actifs en croissance. En ce sens, les institutions financières semblent protégées. Mais une foule d'individus et de familles ne le sont pas, et le taux de faillite demeure élevé. Le risque de faillite monte en flèche pour le groupe des 65 ans et plus.
- **EN RÈGLE GÉNÉRALE : BESOIN PLUTÔT QUE CAPRICE** – L'examen attentif des dépenses mène à conclure que, pour quantité de ménages, les pressions financières sont surtout attribuables à l'augmentation du coût de nombreux biens et services de base, qui dépasse largement des revenus relativement plafonnés. Pour ces ménages, la tendance à épargner moins et à emprunter davantage peut découler du besoin plutôt que du caprice.

La question de fond – Les impacts sociaux du stress financier

Nous assistons habituellement à peu de discussions, faillites mises à part, sur les impacts du fardeau croissant de l'endettement et la précarité des finances familiales. Cette année, nous en avons pris le temps et trouvé l'espace suffisant pour explorer plus avant ce sujet et en débattre.

Quand on est aux prises avec des difficultés financières, il est difficile de déterminer si l'endettement excessif est la cause des difficultés financières, ou si, à l'inverse, ce sont des difficultés financières préexistantes qui ont entraîné cet endettement excessif... – ou encore, s'il ne pourrait y avoir un peu des deux.

Une revue récente des écrits de plan international, effectuée par l'auteur du présent rapport en collaboration avec des bibliothécaires professionnels, mettait en lumière maints impacts sociaux, psychologiques, sanitaires et familiaux de l'endettement et/ou d'une situation financière vulnérable. Voici une courte liste faisant ressortir quelques-unes de ces constatations, dont nous faisons la citation directe ou la paraphrase.

- L'endettement est à ce point généralisé que le recours aux cartes de crédit est de plus en plus considéré comme un « filet de sécurité » advenant des déboiresⁱ. Une foule de gens qui ont facilement accès au crédit croient désormais qu'il n'est plus vraiment nécessaire d'épargner en vue des mauvais jours... Le cas échéant, ils peuvent simplement faire porter la dépense nécessaire à leur carte ou encaisser une avance en espèces.
- Nombre de gens empruntent pour joindre les deux boutsⁱⁱ. Ils sont ainsi perpétuellement endettés et en difficulté financière constante. Or, trop fréquemment, on considère que cette situation « fait simplement partie de la vie ».
- Ainsi que le souligne un article américain, le terme « stress de l'endettement » est entré dans le jargon médical, symptôme manifeste d'une démesure de l'empruntⁱⁱⁱ.
- La facilité d'obtention de nouvelles formules de crédit engendre chez les conjoints une sorte d'« infidélité financière », les poussant à se dissimuler mutuellement leurs habitudes de dépenses. Il en résulte souvent un sentiment de trahison flagrante chez l'autre partenaire, de même que des problèmes matrimoniaux^{iv}.
- La honte est un thème qui revient sans cesse lorsqu'on traite des problèmes d'endettement. Parmi les autres impacts psychologiques, notons les suivants : blâme, stress, inquiétude, sentiment d'être piégé, colère, perte de contrôle, déception, perte de sommeil, irritabilité, mal-être, idées suicidaires et autres^v.
- Selon une enquête^{vi}, 20 % des Américains se font du souci à cause de leur endettement « toujours ou la plupart du temps ».
- Les étudiants qu'on sait éprouver de graves problèmes financiers se sentent plus tendus, anxieux ou nerveux, davantage visés par les critiques des autres, et ils trouvent plus difficile de trouver le sommeil ou de bien dormir que ceux qui n'ont pas à s'en faire à ce chapitre^{vii}.
- Les médecins résidents affichent un fort taux d'endettement, 36 % d'entre eux disant éprouver des niveaux de stress « extrêmes » en raison de leur situation financière. Chez les médecins résidents, près du quart déclarent que, s'il leur était possible de recommencer, ils choisiraient une autre carrière que la médecine^{viii}.
- Les diplômés sont forcés de faire des compromis sur certaines décisions cruciales dans la vie en raison de leur fardeau financier. Pour beaucoup d'entre eux, le fait de se retrouver sans ressources à l'âge de 30 ans ne correspond guère à l'idéal de vie qu'ils avaient envisagé^{ix}.
- Les employés qui ont des problèmes d'endettement souffrent souvent de stress, ce qui abaisse leur productivité. De 24 % à 50 % environ des travailleurs qui éprouvent des

difficultés financières passent en moyenne 24 heures par mois de temps de travail à s'occuper d'affaires d'argent^x.

- Une étude intéressante a révélé que les fumeurs qui subissent davantage de stress financier avaient moins de probabilité d'arrêter de fumer, et les ex-fumeurs ayant davantage de stress financier avaient plus de probabilité de rechuter^{xi}.
- Une étude américaine^{xii} sur le degré de connaissances financières générales a abouti à des résultats étonnants. Dans le cadre d'un programme *universitaire* d'études commerciales, on a posé à 400 nouveaux étudiants 20 questions portant sur leur degré de connaissance des questions financières qu'il faut comprendre pour fonctionner dans la vie de tous les jours. En moyenne, les étudiants ont reçu une note de 35 %.

L'utilisation accrue du crédit et la diminution de l'épargne ont favorisé de façon continue, du moins à court terme, les dépenses à la consommation et l'économie en général. Si la croissance du crédit ralentissait (ce qui serait une excellente idée) et si les gens recommençaient à épargner (ce qui serait aussi une excellente idée), l'économie pourrait connaître une récession. Le fardeau de la dette à la consommation pourrait ne pas déclencher de crise nationale, mais il fera que toute récession future sera beaucoup plus grave, avec des effets qui pourraient être désastreux pour les familles à faible et à moyen revenu.

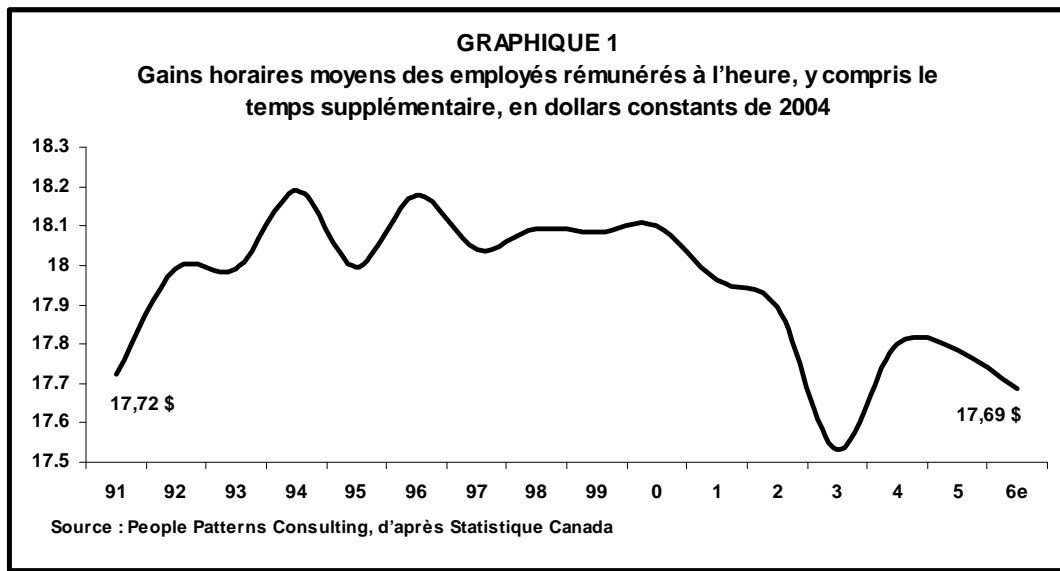
Nécessité d'une éducation à la consommation plus poussée

L'éducation des consommateurs est d'une importance vitale. On croit généralement qu'il n'existe pas de programme éducatif digne du nom à l'intention des individus, des familles et des ménages. Et ce, à une époque où une foule d'institutions financières et d'autres organisations bombardent la population d'offres de solutions rapides et apparemment faciles, que ce soit par courrier, sollicitations téléphoniques ou une multitude de courriels non désirés. Tout cela au nom d'un principe permettant d'« acheter maintenant et payer plus tard ». Et si, plus tard, on ne peut pas payer..., eh bien, on trouvera d'autres solutions miracles pour se sortir du pétrin. Chaque année, quelque 100 000 Canadiens sont incapables de s'en sortir... et doivent déclarer faillite.

Les grands tournants de la vie présentent des occasions de réfléchir à des questions importantes, y compris la gestion financière et l'endettement. Il faudrait instituer des cours de gestion financière du ménage à l'intention de tout un éventail de personnes : étudiants du secondaire et du post-secondaire, adultes jeunes et moins jeunes qui vont se marier ou se remarier, couples qui attendent un enfant, couples qui songent à se séparer ou à divorcer, personnes qui ont perdu leur emploi, adultes d'un certain âge qui ont négligé de planifier en vue de la retraite, personnes qui vont bientôt prendre leur retraite ou viennent de la prendre, ainsi que pour toutes celles qui entament ou achèvent un stade de vie.

C'est que j'ai vraiment donné, au bureau!... Autre recul du taux horaire réel en 2006

L'un des indicateurs clés dont nous avons fait le suivi dans nos rapports récents est le taux horaire des employés qui sont rémunérés à l'heure. Le rapport de l'an dernier relevait que la valeur réelle du salaire horaire n'avait augmenté que de dix cents depuis 1991, fait qui avait inspiré la formule *De la menue monnaie?* Selon la présente mise à jour, la situation aurait encore empiré en 2006, la hausse des gains horaires étant une fois de plus à la traîne de l'inflation. Si l'on se fie à l'estimation effectuée pour 2006, les employés rémunérés à l'heure gagnent maintenant quelques cents de moins qu'en 1991. La légende pourrait être révisée de façon à se lire : *C'est que j'ai vraiment donné, au bureau!* De plus, 54 % environ de l'ensemble des employés sont maintenant rémunérés à l'heure..., en comparaison de 48 % en 1991.



Les salariés s'en tirent tout juste un peu mieux

Mais ce n'est pas tout. Qu'advient-il des employés qui travaillent à salaire? Leur situation a été un peu meilleure ces dernières années, avec une augmentation salariale réelle en 2006. À moyen terme, les gains réels de ce groupe avaient augmenté de quelque 5,7 % (1,34 \$) en comparaison de 1991..., mais n'avaient toujours pas regagné le sommet qu'ils avaient atteint en 1998.

En alliant les tendances dégagées pour les travailleurs rémunérés à l'heure et pour ceux qui sont à salaire, on arrive à un gain horaire total d'environ 21,04 \$ en 2006, soit d'environ 25 cents en chiffres absolus depuis 1991. Ou encore, pour employer une image : *Auriez-vous un p'tit « trente sous » à me passer?*

Tout compte fait, il semble que le scénario qui sous-tend notre rapport n'a pas beaucoup bougé depuis l'année dernière... : les membres des familles à court d'argent sont de plus en plus nombreux à participer au marché du travail afin de joindre les deux bouts. Ils sont plus nombreux à travailler parce qu'ils le doivent, non pas nécessairement parce qu'ils le désirent.

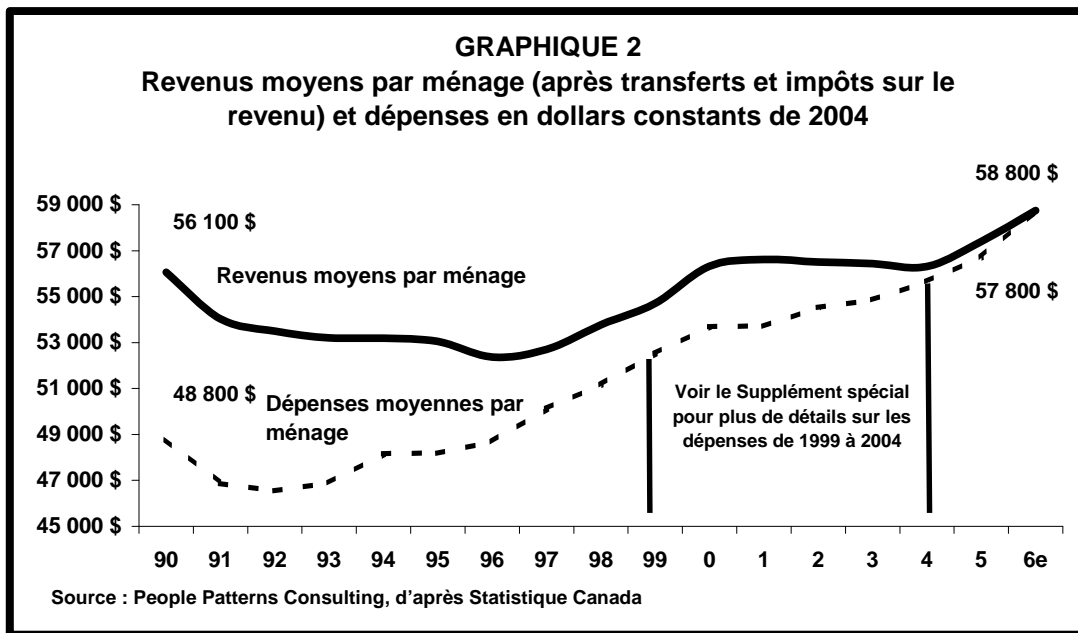
Malgré tout..., bond en avant du revenu des ménages en 2005 et 2006

En dépit de gains horaires stagnants, les ménages ont vu leur revenu réel disponible s'améliorer de façon appréciable, tant en 2005 qu'en 2006. En effet, pendant ces deux années, il y a eu création au total de plus de 500 000 emplois, des réductions d'impôt notables, ainsi que la prise de certaines mesures tout à fait inédites. De ce nombre, relevons la hausse des cotisations des employeurs aux régimes de pension pour compenser le passif non capitalisé que ces derniers étaient nombreux à présenter. De plus, les revenus ont bénéficié des retombées de trois programmes spéciaux : des chèques au montant total de 1,3 milliard de dollars ont été émis au titre du Resource Rebate Program de l'Alberta; en Ontario, un crédit substantiel a été accordé sur les factures d'électricité envoyées au premier trimestre; enfin, l'administration fédérale a versé 550 millions de dollars au titre de la Prestation pour les coûts de l'énergie aux familles et aux personnes âgées à faible revenu.

C'est ainsi que la moyenne du revenu réel des ménages s'est élevée à quelque 58 800 \$ en 2006, ce qui ne représente toujours « que » 5 % de croissance depuis 1990.

... tout comme de leurs dépenses

La moyenne des dépenses réelles des ménages a aussi continué son ascension, pour s'établir à quelque 57 800 \$ en 2006, soit une progression de plus de 18 % comparativement à 1990. Cette croissance beaucoup plus rapide des dépenses s'est effectuée au détriment de l'épargne et est venue grossir l'endettement. L'épargne annuelle a chuté, passant de 7 300 \$ par ménage en 1990 à 1 000 \$ en 2006. (Le lecteur pourra se demander pourquoi le poste de l'épargne n'est pas déficitaire, tel que le signalait notre précédent rapport. C'est que Statistique Canada a révisé à la hausse les données sur le revenu et à la baisse les données sur les dépenses. Toutefois, la tendance à une baisse marquée de l'épargne persiste.)



Le Supplément spécial, qui fait suite au présent rapport, examine certains des principaux changements survenus dans les dépenses des ménages, à l'aide de données détaillées pour les années 1999 à 2004.

Montée du revenu des familles pendant les premières années de la décennie

Si l'on se penche plus particulièrement sur les familles de deux personnes ou plus au cours des quatre premières années de la décennie, le revenu du marché a en moyenne progressé, les transferts gouvernementaux ont augmenté et les impôts ont diminué. Dans l'ensemble, les revenus moyens après transferts et impôts se sont accrus de 5,9 % de 2000 à 2004. Les données sur l'année 2004 sont les plus récentes dont nous disposons pour cette série.

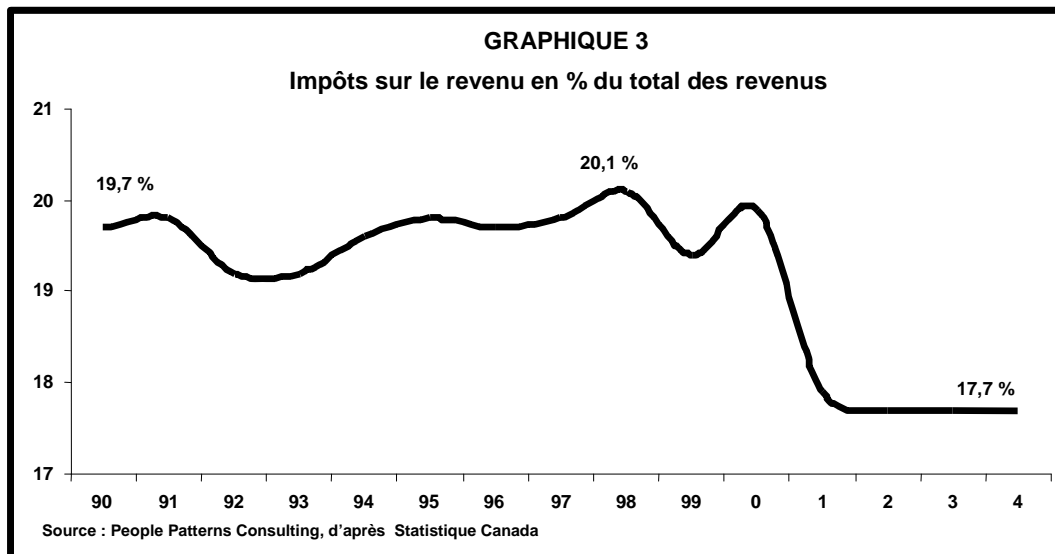
UN NOUVEAU RECORD – La contribution du second soutien économique chez les couples qui ont des enfants

Données sur la période de 2000 à 2004 (voir l'Annexe A)

- En 2004, la contribution du second soutien économique chez les couples mariés (légalement ou conjoints de fait) ayant des enfants s'est chiffrée à 19 500 \$, soit 600 \$ de plus qu'en 2000. Pour ces familles, l'apport du second soutien économique et son importance n'ont jamais été plus marqués. Certainement SPECTACULAIRE!
- En 2004, la contribution au revenu familial du second soutien économique chez les couples mariés n'ayant pas d'enfants a été de 16 300 \$.
- De 2000 à 2004, les femmes seules de moins de 65 ans (+11,4 %) et celles de 65 ans et plus (+10 %) ont enregistré l'augmentation de revenu la plus considérable de tous les groupes.
- Les familles de l'Alberta (+10,1 %) affichent l'augmentation de revenu la plus considérable de toutes les provinces (Ontario compris), avec le revenu familial moyen le plus élevé, soit 69 500 \$.

En 2004, le fardeau fiscal est tombé à son plus bas depuis deux décennies

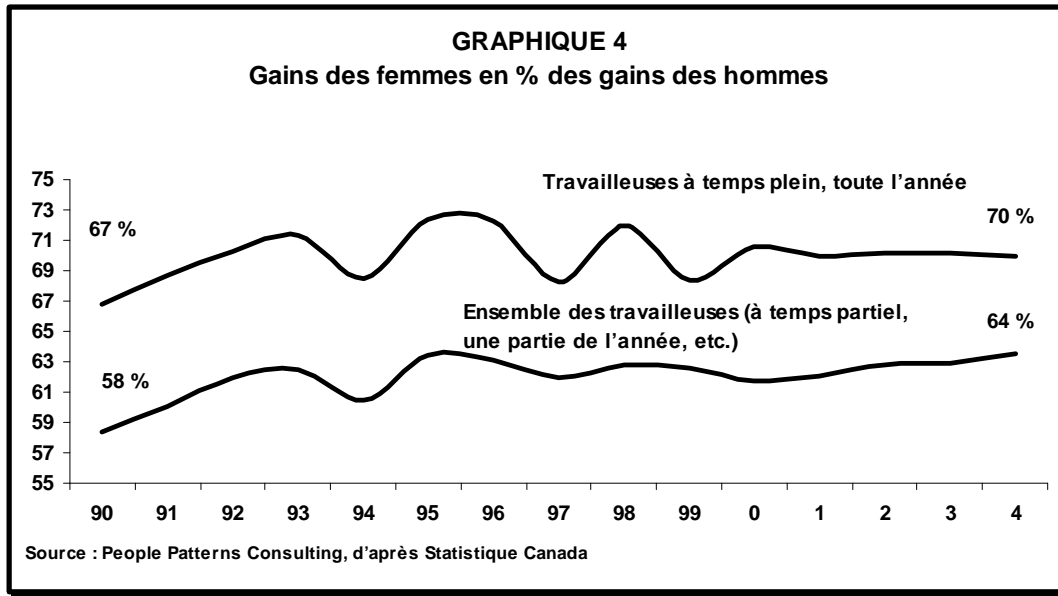
En 2004, dernière année pour laquelle nous disposons de données, les familles ont en moyenne versé 13 500 \$ en impôts sur le revenu, soit l'équivalent de 17,7 % de leur revenu total après transferts. Il s'agit là du ratio impôts-revenu le plus bas qu'on ait relevé pendant la période de 1990 à 2004, même si la valeur monétaire moyenne des impôts payés a en fait augmenté de 100 \$ du début à la fin de la période.



Encore loin du but!... Les femmes titulaires d'un emploi à plein temps toute l'année ne gagnent toujours que 70 % du salaire masculin

Les gains moyens (salaire, commissions et revenu d'un travail indépendant) des femmes ayant un emploi à temps plein toute l'année étaient de 38 400 \$ en 2004. Ce chiffre représente environ 70 % de ce que gagnaient leurs homologues masculins dans la même situation la même année. Il n'y a guère eu d'amélioration depuis 15 ans, le ratio le plus élevé (72 %) des gains des femmes par rapport à ceux des hommes ayant été atteint au milieu des années 1990.

À l'échelle provinciale, Terre-Neuve (61 %) et l'Alberta (63 %) affichent les ratios les plus bas à l'égard des travailleurs à temps plein toute l'année, alors que l'Île-du-Prince-Édouard (81 %), la Saskatchewan (79 %), la Colombie-Britannique (77 %) et le Manitoba (77 %) rapportent les ratios les plus élevés.



Si l'on englobe dans les calculs d'autres catégories de travailleuses (à temps partiel, une partie de l'année ou autres), les gains moyens pour l'ensemble des travailleuses équivalent à un pourcentage beaucoup plus faible (64 %) des gains moyens pour l'ensemble des travailleurs. Beaucoup plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel.

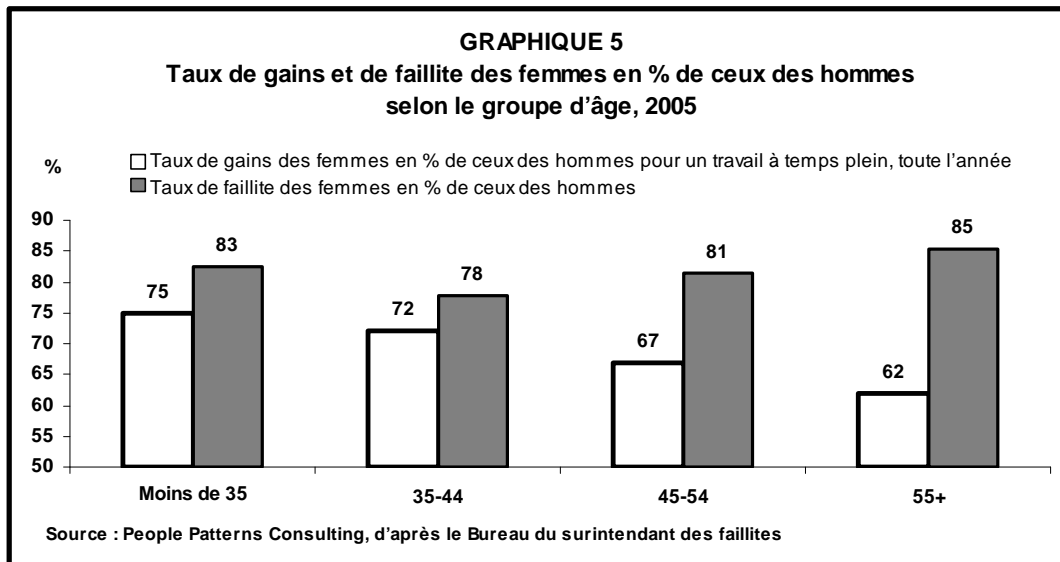
Les femmes se rapprochent de l'égalité... en matière d'insolvabilité

En 2005, l'insolvabilité a été le lot de quelque 46 000 femmes (qui ont déclaré faillite ou déposé une proposition concordataire) en regard de 56 500 hommes. Le nombre des faillites déclarées par les femmes équivaut à 81 % des faillites déclarées par des hommes. Il y a donc eu augmentation en regard du pourcentage de 79 % établi pour 2003, première année où des données étaient disponibles à ce propos.

Si l'on considère le groupe d'âge, il semble y avoir un rapport direct entre le ratio des gains et le ratio des faillites. En ce qui touche l'ensemble des groupes d'âge, le ratio femmes-hommes est plus élevé pour les faillites que pour les gains.

Exception faite du groupe des plus jeunes, l'écart entre les ratios des gains et des faillites s'élargit au fur et à mesure que les groupes avancent en âge. Par exemple, les travailleuses de 35-44 ans gagnent 72 % du salaire des hommes et enregistrent plus de faillites (78 %) que les hommes de ce groupe d'âge, soit un écart de six points de pourcentage. Cet écart grimpe à 14 points de pourcentage chez les 45-54 ans, et à un énorme 23 points de pourcentage chez les 55 ans et plus.

Comme on pouvait s'y attendre, des gains relativement faibles pendant de longues périodes chez les femmes expliquent les taux de faillite relativement élevés qu'elles déclarent.



INQUIÉTANT! Les couples avec enfants n'ayant qu'un soutien économique sont cinq fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les couples à deux revenus

Le taux de pauvreté (faible revenu) de l'ensemble des familles a chuté à 7,8 % en 2004, en regard de 9 % en 2000 et de 9,1 % en 1990. Il s'agit du plus faible taux depuis 1989.

On relève des différences entre les diverses catégories de familles (voir l'Annexe B)

- Environ 36 % des familles monoparentales ayant une femme à leur tête vivaient dans la pauvreté en 2004, baisse spectaculaire en regard des 49 % de 1990. (Voir à la section suivante pour de plus amples commentaires sur cette tendance.)
- Le taux de pauvreté chez les familles à deux revenus ayant des enfants s'est maintenu à près de 3,7 % en 2004. Ce taux chez les familles ayant des enfants et un seul revenu s'établissait au niveau beaucoup plus élevé de 18,4 %..., soit de près de cinq fois supérieur. Le taux de pauvreté chez ces familles à revenu unique est en fait plus élevé qu'il ne l'était en 1990. Pour les familles avec enfants, le second revenu est de plus en plus nécessaire pour ne pas tomber sous le seuil de pauvreté ou, à tout le moins, pour conserver un niveau de vie acceptable. En 2004, quelque 84 % des couples avec enfants comptaient deux soutiens économiques ou plus.
- Le taux de pauvreté chez les couples sans enfants à deux revenus a fléchi pour s'établir à 2,2 % en 2004. Le taux de pauvreté chez les couples sans enfants à revenu unique s'établissait à 8,9 % et, à moyen terme, a poursuivi sa tendance à la baisse. Seuls 23 % de ces couples n'avaient qu'un soutien économique en 2004.

Le taux de pauvreté chez les personnes seules n'a pas beaucoup changé depuis 15 ans : 30 % d'entre elles vivaient dans la pauvreté en 2004 en comparaison de 31 % en 1990.

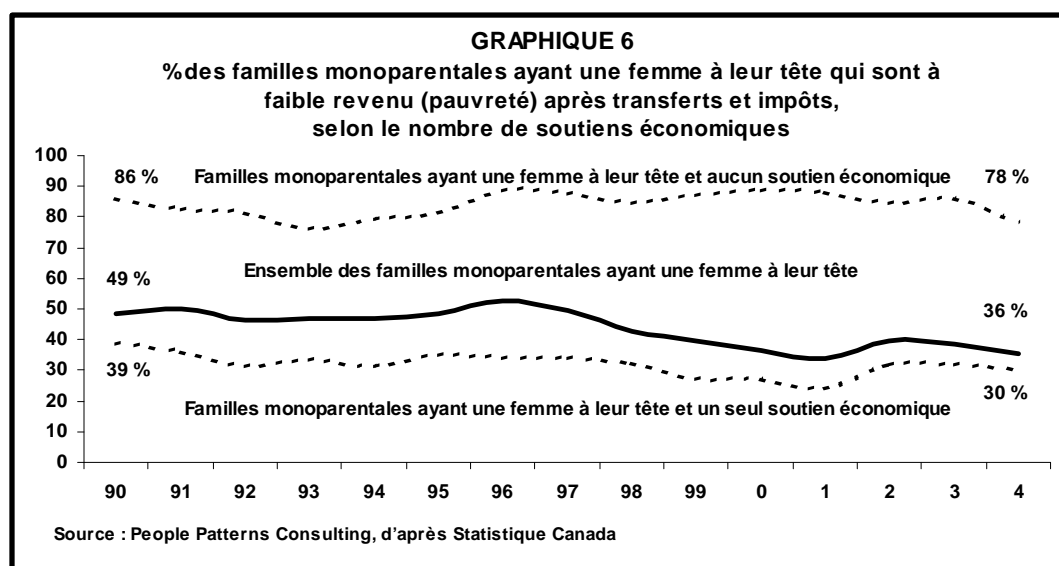
En 2004, 13 % environ des enfants de 18 ans ou moins vivaient dans la pauvreté, légère diminution relativement au taux de 14 % en 1990 comme en 2000. La pauvreté infantile a été beaucoup plus présente au cours de la récession du début des années 1980 et du début des années 1990, ce taux ayant atteint 16 % en 1984 et 19 % en 1996.

Des mères seules moins pauvres..., car plus nombreuses sur le marché du travail

L'une des tendances les plus réconfortantes de ces dernières années a été la chute du taux de pauvreté des familles monoparentales ayant une femme à leur tête. En 1990, la moitié de ces familles vivaient dans la pauvreté. À compter de la deuxième moitié des années 1990, le taux de pauvreté a amorcé un déclin, pour atteindre son point le plus bas en 2001; il devait continuer à osciller autour de 36 % pendant toute l'année 2004.

Cette tendance résulte de plusieurs facteurs, dont voici quelques-uns :

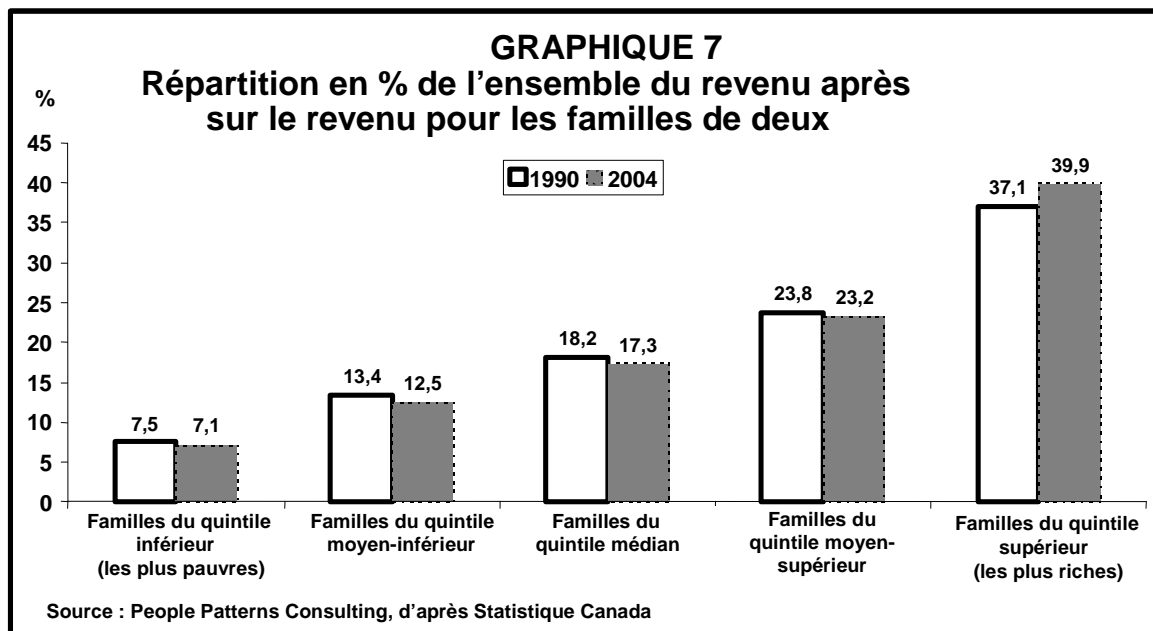
- Les mères seules sont aujourd'hui beaucoup plus nombreuses (84 %) sur le marché du travail, comparativement à 64 % au milieu des années 1990. À l'instar des autres parents, les mères seules doivent faire garder leurs enfants lorsqu'elles sont « au travail », ce qui soulève des questions quant à la disponibilité, l'accessibilité et l'abordabilité de ce qui est devenu un service essentiel pour tant de familles. Pour les 15 % des ménages qui font appel à une garderie, la dépense moyenne est de plus de 2 900 \$ par an. Le coût moyen va d'un faible 1 600 \$ au Québec à un maximum de 3 600 \$ en Ontario.
- Non seulement ces parents sont-ils plus susceptibles de travailler, mais le revenu moyen de ceux qui font partie de la population active a augmenté de 17 %, passant de 26 500 \$ en 1990 à 31 100 \$ en 2004. C'est ainsi que le taux de pauvreté des familles à revenu unique a baissé, de 39 % qu'il était en 1990 à 30 % en 2004 – mais il reste très élevé.
- En dernier lieu, on constate une légère amélioration du taux de pauvreté chez les familles sans soutien économique. Ce taux demeure de près de 80 %, compte tenu, pour ce groupe, d'un revenu moyen qui ne se chiffrait qu'à 17 400 \$ en 2004.



Ces tendances sont positives, mais quantité d'autres changements seraient nécessaires. En 2004, quelque 865 000 enfants de moins de 18 ans vivaient dans la pauvreté..., et 367 000 environ de ces enfants (42 %) faisaient partie d'une famille monoparentale ayant une femme à sa tête. Il est toutefois important de reconnaître que plus de la moitié de tous les enfants de familles à faible revenu vivaient avec deux parents. Une autre tranche de 6 % des enfants pauvres du pays faisaient partie d'autres types de familles, dont des familles monoparentales ayant un homme à leur tête et des familles dirigées par des grands-parents.

« Le fait est que... » *l'inégalité gagne de plus en plus de terrain*

En 1990, la tranche supérieure (20 %) des familles, qui renferme les mieux nanties, réunissait plus de 37 % du revenu national. En 2004, la portion de ce groupe équivalait à 40 % de l'ensemble. La part de chacun des quatre autres groupes est allée s'amenuisant au cours de la période.



En 1990, le revenu annuel moyen des familles du groupe le plus riche était de 101 000 \$, montant qui était passé à 125 000 \$ en 2004..., soit une augmentation de 24 000 \$ en dollars de 2004. Le revenu moyen des familles les plus pauvres était de 20 400 \$ en 1990, montant qui était passé à 22 300 \$ en 2004..., soit une augmentation de 1 900 \$. *L'augmentation* du revenu des familles du quintile supérieur de 1990 à 2004 dépassait le revenu *total* des familles du quintile inférieur (les plus pauvres) en 2004.

Le plus faible pourcentage d'augmentation du revenu a été celui des familles du quintile moyen-inférieur, qui n'a progressé que de 6,8 % en regard d'une avance de 23,7 % pour les familles du quintile supérieur.

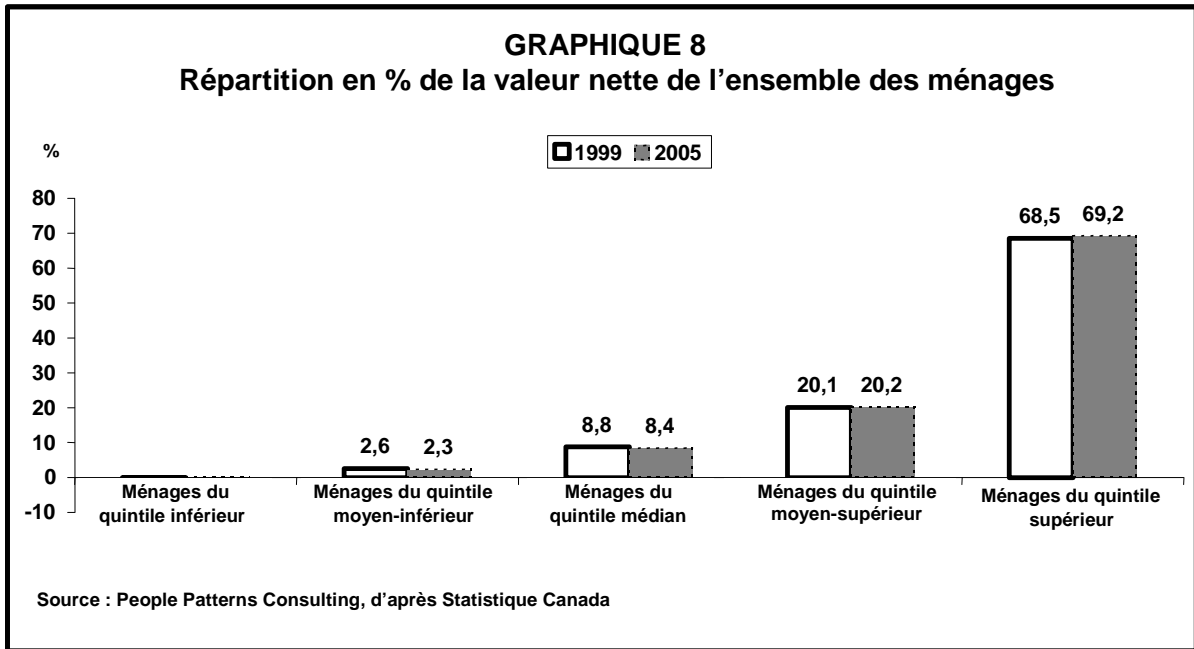
	Revenu moyen en \$ 2004		Changement de 1990 à 2004	
	1990	2004	En dollars	Changement en %
Ensemble des familles de 2 personnes ou plus	54 500 \$	62 700 \$	+8 200 \$	+15,0 %
Familles du quintile inférieur	20 400 \$	22 300 \$	+1 900 \$	+9,3 %
Familles du quintile moyen-inférieur	36 600 \$	39 100 \$	+2 500 \$	+6,8 %
Familles du quintile médian	49 700 \$	54 200 \$	+4 500 \$	+9,1 %
Familles du quintile moyen-supérieur	64 900 \$	72 700 \$	+7 800 \$	+12,0 %
Familles du quintile supérieur	101 000 \$	125 000 \$	+24 000 \$	+23,7 %

Source: People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada

Le graphique précédent illustre la répartition des revenus pour certaines années. À long terme, les revenus plus élevés et les gains plus considérables dont bénéficient les membres de la tranche supérieure leur procurent un avantage encore plus appréciable, sous forme d'une accumulation de richesse. En termes plus techniques, la richesse équivaut à l'avoir net, lequel représente la différence entre la valeur totale des biens acquis au fil du temps et celle de la dette.

Les tendances sont analogues à celles des revenus annuels, tout en étant beaucoup plus marquées :

- Un seul groupe, celui du quintile supérieur des ménages, a nettement élargi sa part de la valeur nette globale. En 2005, les ménages de ce groupe détenaient 69,2 % de la richesse nationale, soit une augmentation relativement au pourcentage de 68,5 % en 1999.
- Les ménages du quintile moyen-supérieur n'ont en fait que maintenu leur part du gâteau, tandis que ceux du quintile inférieur présentaient un déficit pour ces deux années, et que les deux autres groupes cédaient encore un peu plus de leur maigre part.



La richesse moyenne des ménages du quintile supérieur a grimpé à 1 261 200 \$ en 2005, ce qui représente un bond de 297 900 \$ depuis 1999. Ce groupe affichait également le pourcentage d'augmentation (+30,9) le plus considérable de la période.

À l'autre extrémité, pour les ménages du quintile inférieur, les moins nantis, la richesse était non existante et, en moyenne, ce groupe accusait un déficit de 2 400 \$ en 2005, soit de 900 \$ plus lourd qu'en 1999.

TABLEAU 2
Valeur nette moyenne des ménages en dollars constants de 2005

	Valeur nette moyenne en \$ 2005		Changement de 1999 à 2005	
	1999	2005	En dollars	Changement en %
Ensemble des ménages	281 000 \$	364 300 \$	+83 300 \$	+29.6 %
Ménages du quintile inférieur	-1 500 \$	-2 400 \$	-900 \$	-40.0 %
Ménages du quintile moyen-inférieur	36 700 \$	41 100 \$	+4 000 \$	+12.0 %
Ménages du quintile médian	123 600 \$	153 200 \$	+29 600 \$	+23.9 %
Ménages du quintile moyen-supérieur	282 700 \$	367 600 \$	+84 900 \$	+30.0 %
Ménages du quintile supérieur	963 300 \$	1 261 200 \$	+297 900 \$	+30.9 %

Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada

On compte environ 1,1 million de ménages millionnaires, MAIS plus de 2 millions dont l'actif est inférieur à 5 000 \$

En 2005, on comptait 1,1 million de ménages dont la richesse se chiffrait à au moins 1 000 000 \$. La même année, plus de 2 millions de ménages affichaient un actif inférieur à 5 000 \$, et une foule étaient gravement endettés.

L'acquisition de richesse constitue certes un but louable, qu'on ne réalise bien souvent qu'à force de compétences, d'un travail acharné et d'une part de chance. Cependant..., faire un héritage peut aussi donner un sérieux coup de pouce dans la bonne direction. Selon l'*Enquête sur la sécurité financière*^{xiii} de 2005, 10 % seulement des ménages du quintile inférieur quant à la répartition de la richesse ont fait un héritage à un moment ou à un autre, en comparaison de 36 % des ménages du quintile supérieur. En moyenne, pour les bénéficiaires du quintile inférieur, la valeur marchande de l'héritage ne représentait que le dixième (13 200 \$) de celle de l'héritage reçu par les bénéficiaires du quintile supérieur (136 600 \$).

Où peut-on aller avec 400 \$? Les ménages les plus pauvres courent des risques plus grands

Selon la même enquête^{xiv}, en 2005, les ménages du quintile inférieur (quelque 2,7 millions) détenaient en dépôt dans un établissement financier la somme approximative de 400 \$...; ils ne possédaient en outre que peu d'actifs autres pouvant être réalisés en cas de coup dur. Les ménages de ce groupe étaient aussi handicapés par un endettement de 1,19 \$ pour chaque 1,00 \$ d'avoir. Ce chiffre représente une hausse relativement à celui de 1,16 \$ constaté en 1999, et il constitue l'augmentation la plus forte du ratio dette-avoir parmi les cinq groupes de revenu.

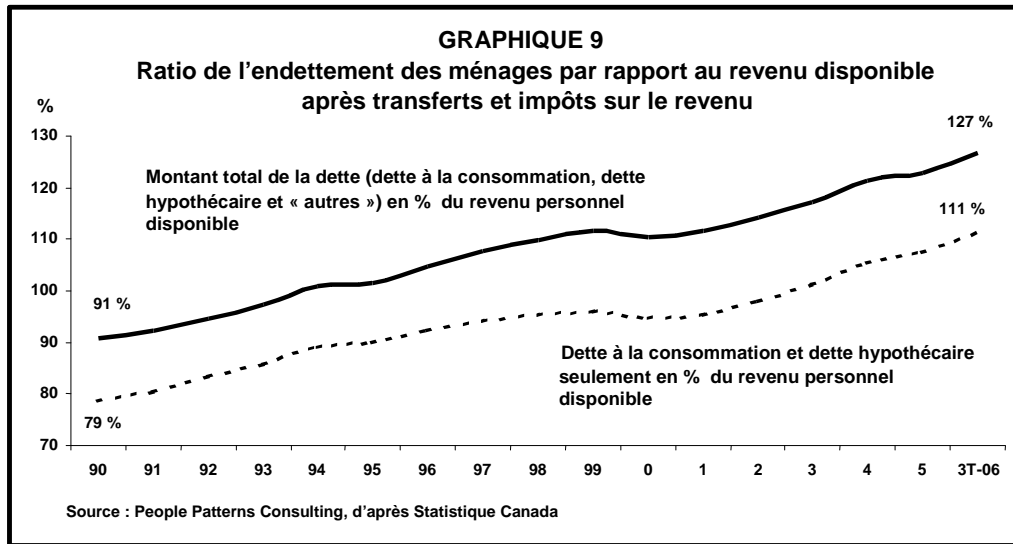
Les ménages du quintile supérieur détenaient en dépôt quelque 16 000 \$, somme majorée de 47 000 \$ d'actions pouvant être rapidement vendues. Le groupe le mieux nanti possédait un autre avantage..., l'endettement ne lui coûtait que 0,05 \$ pour chaque 1,00 \$ d'avoir. Ce fardeau de la dette (0,05 \$) est inchangé depuis 1999.

Si le marché du travail devait connaître un recul, c'est un nombre plus grand encore des plus pauvres qui pourraient sombrer.

Ka-ching! Ka-ching! Entendez-vous l'alarme? – Le ratio d'endettement atteint les 127 %

La chanson *Ka-Ching* de Shania Twain tourne en dérision l'endettement par cartes de crédit. L'un des vers les plus percutants est celui-ci : [traduction] « *C'est la pagaille que nous avons semée, avec ces cartes de crédit. L'argent que nous dépensons, il n'est même pas à nous.* »

Le graphique 2 montrait clairement que les dépenses avaient crû beaucoup plus vite que les revenus. Ce surcroît de dépenses a été financé en partie par une réduction de l'épargne..., et le reste, par un endettement encore plus grand.



La dette par ménage dépasse maintenant les 75 000 \$ et continue son escalade. Les données les plus récentes, exprimées en dollars constants de 2004, nous apprennent que le fardeau de notre dette collective s'est accru de 42 % depuis 1990, parallèlement à une hausse de 4,8 % « seulement » des gains réels. L'Annexe C fait le survol des principaux constituants de l'actif et du fardeau de la dette des ménages.

L'un des meilleurs moyens de mesurer la capacité des ménages en matière d'endettement est le ratio entre la dette et le revenu personnel disponible^{xv}. Ce ratio se situait à 91 % en 1990; il a augmenté tous les ans (sauf en 2000), et il atteignait un nouveau sommet historique de 127 % à la fin du troisième trimestre de 2006.

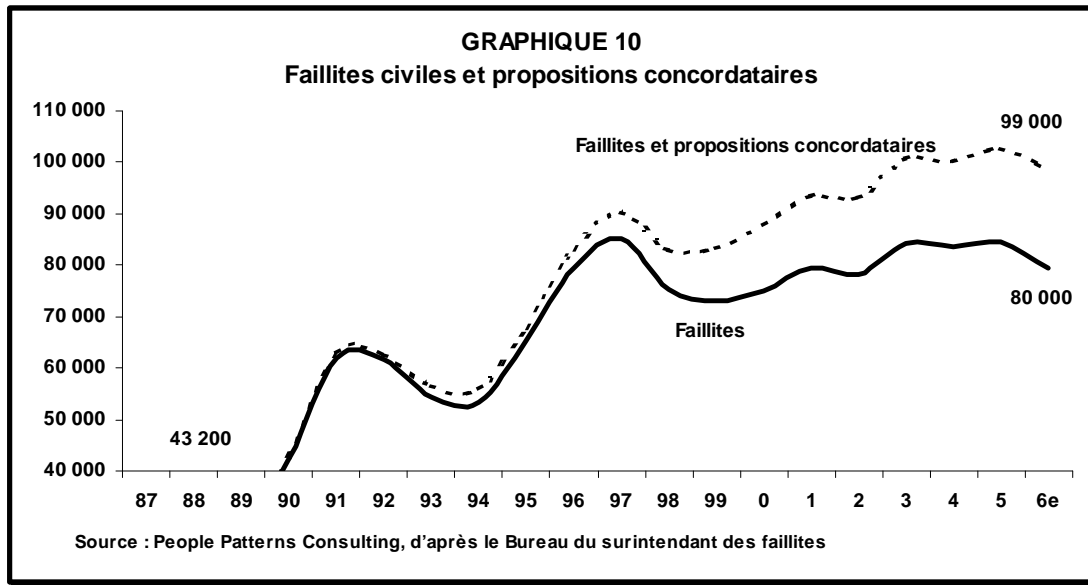
Des gains d'emploi substantiels, des taux d'intérêt relativement bas ainsi que des marchés immobilier et boursier à la hausse ont soutenu la capacité d'emprunter davantage des institutions financières. C'est ainsi que les niveaux d'endettement en pourcentage du total de l'actif ont pu se maintenir autour de 17 % pendant plusieurs années.

Les faillites avoisinent toujours des niveaux records

On estime à 99 000 le nombre des Canadiens ayant déclaré une faillite civile ou déposé une proposition concordataire visant un remboursement inférieur à la dette en 2006. Voilà qui signale une baisse par rapport au chiffre sans précédent de 102 600 faillites enregistré au cours de l'année précédente, mais n'en représente pas moins le double du chiffre de 1990.

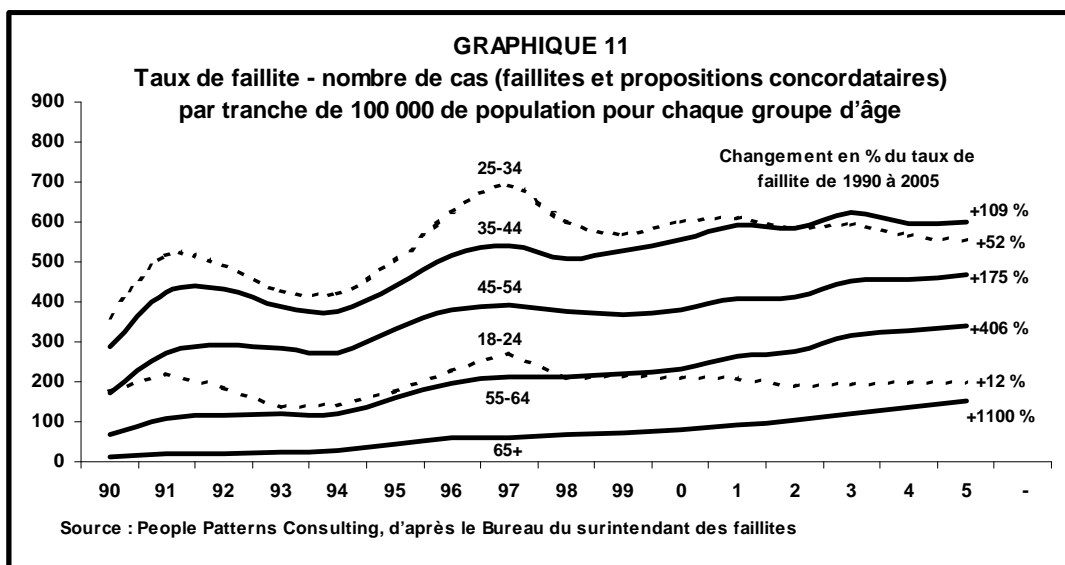
Croyons-le ou non! – Onze fois plus de faillites chez les personnes âgées

Une tendance intéressante à surveiller est le changement survenu au chapitre des faillites selon le groupe d'âge. Le graphique 11 expose le nombre de faillites selon le groupe d'âge, par tranches de 100 000 personnes au sein de chaque groupe.



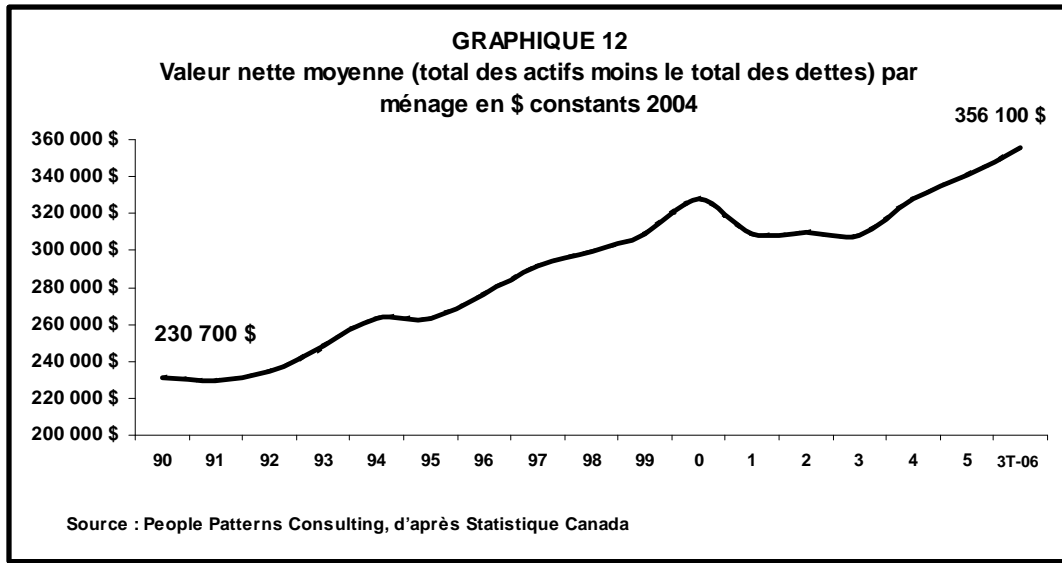
Le rythme d'accroissement des faillites présente un rapport direct avec l'âge. Cependant, cette tendance récente semble exactement à l'opposé de ce à quoi nous aurions pu nous attendre. *En effet, depuis 15 ans, plus un groupe avance en âge, plus le nombre des faillites augmente.*

- Notons d'abord que, en comparaison du taux de faillite de 1990, celui de 2005 a connu une augmentation pour chacun des six groupes d'âge.
- La plus faible augmentation, de 12 % « seulement », correspond au groupe des 18-24 ans. On reconnaît là l'incidence d'une loi de 1997, interdisant que les prêts aux étudiants garantis par l'État aient une incidence au plan des faillites pendant au moins dix ans.
- Les chiffres s'emballent : le taux s'est accru de 52 % chez les 25-34 ans, de 175 % chez les 45-54 ans, et de 406 % chez les 55-64 ans.
- Et l'histoire continue. L'augmentation la plus importante, soit de 1 100 %, est le fait des 65 ans et plus. En ce qui concerne ce dernier groupe, le taux était en 2005 de 11 fois plus élevé qu'en 1990..., ce qui devrait être sujet de préoccupation, car il s'agit là du groupe qui, au cours des deux prochaines décennies, manifesterà l'accroissement démographique le plus rapide^{xvi}.

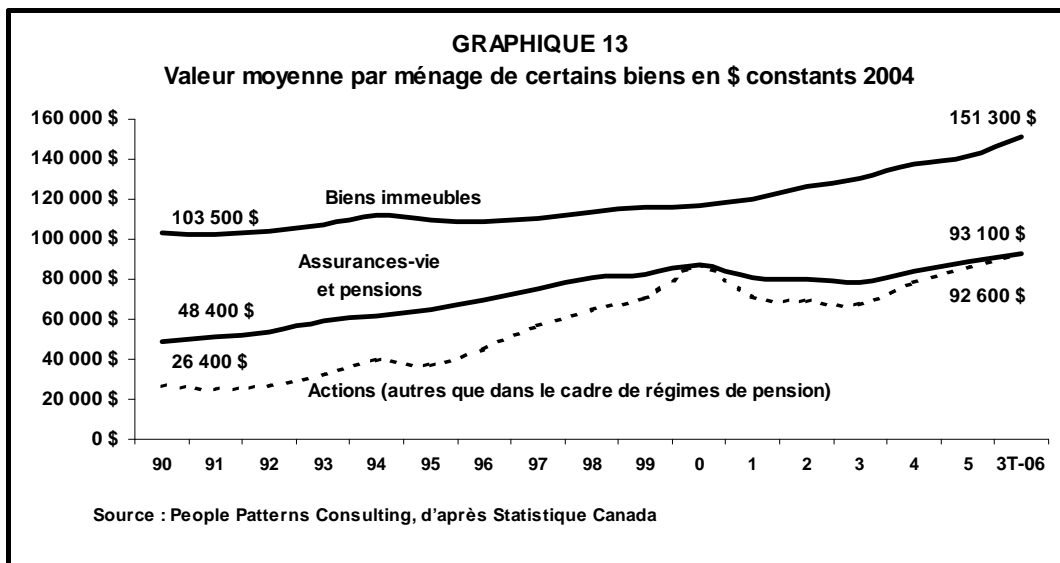


DANS L'ENSEMBLE..., nous nous enrichissons

De façon générale, les Canadiens réussissent assez bien à créer de la richesse. En 2006, la valeur nette des ménages était en moyenne de plus de 356 000 \$. C'est là une augmentation de 54 % depuis 1990, et de 9 % depuis 2000.



Des creux ont ponctué le parcours. De 2000 à 2003, la valeur marchande des actions détenues à l'extérieur des régimes de pension a baissé de près du quart, et la valeur de l'actif détenu dans le cadre des régimes d'assurance et de retraite a fléchi de 10 % environ. Ces deux types de valeur ont depuis connu des sommets inégaux. La valeur des biens immeubles a plutôt piétiné du milieu à la fin des années 1990, mais a pris son envol depuis quelques années.



SUPPLÉMENT SPÉCIAL – PARTIE 1

Aperçu des habitudes de dépenses de 1999 à 2004 – Besoin ou caprice?

Les habitudes de dépenses des Canadiens sont en voie de transformation. Divers facteurs motivent ces changements : goûts, disponibilité des produits, tendances socioéconomiques, attitudes vis-à-vis de l'épargne et de l'endettement, fluctuations de prix avec lesquelles les ménages canadiens doivent composer. La source d'information la plus détaillée sur le sujet est la publication annuelle de Statistique Canada intitulée *Enquête sur les dépenses des ménages*, qui réunit des données sur plus de 300 postes de dépenses. Des totalisations spéciales ont été effectuées aux fins de notre rapport pour les années 1990 et 2004.

Le lecteur voudra bien noter que tous les montants sont exprimés en dollars actuels et n'ont pas été corrigés en fonction de l'inflation.

Nous sommes maintenant en mesure d'apporter des réponses aux questions les plus souvent posées concernant les tendances que nous dégageons ici. *L'augmentation du fardeau de la dette signifie-t-elle que les dépenses des ménages croissent de façon débridée? Les Canadiens font-ils des dépenses superflues, par pure fantaisie? Les tendances négatives sont-elles attribuables au besoin ou au caprice?*

Au tableau 3, les dépenses sont regroupées sous quelques grandes catégories, selon leur augmentation en pourcentage de 1999 à 2004. Au total, les dépenses ont progressé de 20 %. Les grandes catégories figurent **en gras**, tandis que les sous-catégories, *en italique*, renseignent sur les postes dont la hausse a été la plus forte au sein de chaque grande catégorie.

On peut considérer que les dépenses des trois grandes catégories dont la croissance a été la plus rapide se rattachent à des biens et services de base, à court ou à long terme, à l'égard desquels les ménages ont peu de latitude.

- La catégorie de dépenses dont la hausse a été la plus rapide au cours de cette période de cinq ans est l'éducation (+45 %). Au sein de cette catégorie, les *frais de scolarité* ont crû de près de la moitié (47 %), les *fournitures* de plus du tiers et le coût des *manuels* de 28 %. (3 postes)
- Les dépenses en soins de santé ont augmenté de 32 %, avec des hausses substantielles pour les primes, des régimes tant *publics* que *privés*, et pour les *médicaments d'ordonnance*. (3 postes)
- Les paiements d'assurances et les cotisations aux fonds de pension ont grimpé de 26 %. Parmi ces augmentations, qui peuvent être vues comme une forme d'épargne obligée, les plus considérables sont les cotisations au *Régime de rentes du Québec* et au *Régime de pensions du Canada...*, lesquelles ont décrit un bond de 67 %. La raison d'être de ces augmentations était d'assurer la viabilité de ces régimes à plus long terme. Pour bien des gens, cet état de choses rendait quasi impossibles d'autres formules d'épargne-retraite. (1 poste)
- On compte également d'autres biens et services de base au nombre des grandes catégories restantes à forte croissance. Citons notamment *l'assurance automobile* (+52 %), *les droits de mutation et frais d'enregistrement* (+79 %) et *les charges de copropriété* (+68 %). (3 postes)

Prises collectivement, les 10 sous-catégories (sur plus de 300) figurant *en italiques* ont ajouté 1 850 \$ aux dépenses par ménage de 1999 à 2004. Cette somme équivaut à peu près au quart de

l'augmentation totale des dépenses pour la période. La part des dépenses totales que représentent à eux seuls ces 10 éléments est passée de 7 % environ du revenu disponible en 1999 à 9,3 % en 2004, soit 2,3 points de pourcentage. Parallèlement, le taux d'épargne des particuliers a décliné, passant de 4,0 % en 1999 à 2,6 % en 2004, soit 1,4 point de pourcentage. Il ne s'agit pas d'un hasard.

Ce tableau suggère que, pour nombre de ménages, une grande part du stress financier découle de la hausse des coûts de maints biens et services de base, faisant que les dépenses dépassent largement des revenus relativement fixes. C'est la problématique que le présent rapport a exposée ci-dessus. Pour ces ménages, la tendance à épargner moins et à emprunter davantage peut s'expliquer par le besoin plutôt que par le caprice. Une foule d'entre eux sont à court d'argent et vivent au jour le jour. Évidemment, certains des autres postes à forte croissance (embarcations de plaisance – +96 %, tondeuses à gazon – +75 % et accessoires automobiles – +54 %) suggèrent que le caprice y joue parfois un rôle.

TABLEAU 3					
Dépenses moyennes des ménages et croissance en % selon les grandes catégories et certaines sous-catégories, de 1999 à 2004					
	\$ 2004	% 1999- 2004		\$ 2004	% 1999- 2004
Éducation	1 078 \$	+45 %	Loisirs	3 678 \$	+23 %
<i>Frais de scolarité</i>	760 \$	+47 %	<i>Fournitures informatiques</i>	57 \$	+128 %
<i>Fournitures</i>	62 \$	+35 %	<i>Embarcations de plaisance</i>	51 \$	+96 %
<i>Manuels</i>	111 \$	+28 %	<i>Voyages organisés</i>	429 \$	+62 %
Soins de santé	1 690 \$	+32 %	Meubles et accessoires	1 870 \$	+24 %
<i>Cotisations, régime public</i>	191 \$	+69 %	<i>Services</i>	66 \$	+78 %
<i>Cotisations, régime privé</i>	366 \$	+42 %	<i>Tondeuses à gazon motorisées et matériel de jardinage</i>	84 \$	+75 %
<i>Médicaments d'ordonnance</i>	281 \$	+36 %	<i>Antiquités</i>	18 \$	+64 %
Paiements d'assurance et cotisations à un fonds de pension	3 645 \$	+26 %	Logement	12 200 \$	+21 %
<i>Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada</i>	1 723 \$	+67 %	<i>Réparation, résidence secondaire</i>	65 \$	+160 %
Soins personnels	897 \$	+26 %	<i>Droits de mutation et frais d'enregistrement</i>	93 \$	+79 %
<i>Services personnels Soins capillaires exclus</i>	77 \$	+83 %	<i>Charges de copropriété</i>	168 \$	+68 %
Tabac et alcool	1 495 \$	+26 %	Frais d'entretien	2 920 \$	+20 %
<i>Produits du tabac</i>	691 \$	+26 %	<i>Services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie</i>	125 \$	+40 %
<i>Boissons alcoolisées</i>	804 \$	+25 %	<i>Communications</i>	1 311 \$	+34 %
Transport	8 626 \$	+24 %	Alimentation	6 910 \$	+13 %
<i>Déménagement et entreposage</i>	53 \$	+71 %	Vêtement	2 506 \$	+7 %
<i>Accessoires automobiles</i>	40 \$	+54 %	Matériel de lecture	283 \$	+2 %
<i>Assurance automobile</i>	1 226 \$	+52 %	Jeux de hasard	264 \$	0
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada					

SUPPLÉMENT SPÉCIAL – PARTIE 2

Aperçu des habitudes de dépenses de 1999 à 2004 – Évolution selon le groupe d'âge

Dans la section suivante, nous énumérons certains des principaux indicateurs économiques se rapportant aux chefs de ménage des cinq groupes d'âge, et nous présentons un survol des principales augmentations et diminutions de dépenses pour chacun de ces groupes. Les changements se sont produits sur une période relativement courte, de 1999 à soit 2004, soit 2005 (en ce qui concerne la valeur nette). Ces résultats sont fondés sur la même source de données que ceux que nous avons commentés dans l'exposé précédent. L'enquête portait sur plus de 300 postes de dépenses.

Le lecteur voudra bien noter que tous les montants sont exprimés en dollars actuels et n'ont pas été corrigés en fonction de l'inflation.

La présentation de ces dépenses selon l'âge ne prétend clairement pas fournir un tableau complet; il s'agit plutôt d'une tentative de discerner ce qui se produit aux deux pôles : *Quels sont les postes en croissance rapide et lesquels sont en contraction?* Ces changements donnent une idée de l'évolution en cours des besoins et modes de vie des ménages de chaque groupe d'âge.

Voici quelques faits saillants selon le groupe d'âge.

- Le groupe des moins de 35 ans a connu les plus petits gains de revenu et de valeur réelle pendant la période.
- Les achats de soins hospitaliers et de caravanes ont le plus progressé.
- Les chefs de ménage de 35 à 44 ans ont réalisé la plus notable avancée quant à l'accession à la propriété, et ce, sans augmentation du nombre de soutiens économiques.
- Dans ce groupe, on a fait porter une partie des dépenses au titre des loisirs sur l'achat de motocycles plutôt que de motoneiges.
- Les 45 à 54 ans ont été l'un des deux seuls groupes à afficher une augmentation du taux de propriété du domicile.
- Les dépenses liées au foyer ont été à la hausse pour ce groupe.
- Le groupe des 55 à 64 ans s'est classé en tête quant à la hausse du revenu, des dépenses et de la valeur nette. Cette hausse est en partie attribuable à l'augmentation la plus prononcée de toutes du nombre de soutiens économiques.
- Les paiements au titre des pensions alimentaires et du soutien des enfants ont baissé de moitié pour ce groupe.
- Les 65 ans et plus ont été le seul groupe à marquer une progression du taux de propriété du domicile, ainsi que d'une voiture ou d'un camion.
- Les dépenses de nature informatique et les frais de scolarité de niveau postsecondaire ont connu une forte croissance, déclassant ainsi le traditionnel stéréotype de l'amateur de bingo chez cette nouvelle génération d'aînés.

Chefs de ménage de moins de 35 ans – On préfère la garderie

- Chez ces jeunes chefs de ménage, on ne constate aucune croissance du nombre de soutiens économiques. De 1999 à 2004, le revenu disponible moyen de ces ménages a crû de 17 % « seulement » ..., ce qui constitue également l'augmentation la plus faible des cinq groupes d'âge. Les dépenses courantes ont monté de 20 %. La valeur nette n'a guère changé (et a été négative après rajustement en fonction de l'inflation).
- Les taux n'ont pas bougé quant à la propriété du domicile, mais ont décliné quant à la propriété d'une voiture ou d'un camion

TABLEAU 4		
Indicateurs clés, chefs de ménage de moins de 35 ans		
	Dollars actuels 2004	Changement en regard de 1999
Nombre de soutiens économiques par ménage	1,63	Aucun changement
Revenu disponible (dollars actuels)	50 600 \$	+17 %
Total, dépenses courantes (dons et pensions alimentaires compris)	46 320 \$	+20 %
Valeur nette médiane (dollars actuels 2005)	18 750 \$	+6 %
% de propriété du domicile	45 %	Aucun changement
% de propriété d'une voiture ou d'un camion	76 %	- 2,0 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada		

- La hausse la plus considérable de toutes était liée aux montants remboursables pour achats de soins hospitaliers. On privilégie désormais le paiement directement à l'hôpital plutôt qu'aux médecins (53 %).
- On a dépensé beaucoup plus que précédemment pour l'achat de caravanes, de matériel de terrain de jeu et de fournitures informatiques. La croissance rapide des postes dons et pensions alimentaires pourrait refléter l'instabilité de l'état matrimonial au sein de ce groupe.
- On utilise de plus en plus les services de garderie (+53 % en chiffres absolus) et l'on est moins porté à recourir à d'autres formules de garde d'enfants, à l'extérieur du foyer ou même à domicile (-28 %).
- Ce groupe, dont les membres se tiennent généralement au courant de l'actualité via Internet, enregistre le déclin le plus marqué pour ce qui est de l'achat de journaux. Les dépenses y sont aussi moindres quant au matériel de nettoyage et au nettoyage à sec.

TABLEAU 5			
Changements dans les dépenses moyennes, chefs de ménage de moins de 35 ans (dollars actuels)			
Forte croissance en % de 1999 à 2004		Fort déclin en % de 1999 à 2004	
Soins hospitaliers	+267 %	Soins de médecins	-53 %
Caravanes	+228 %	Garde d'enfants à l'extérieur du foyer (garderies exclues)	-51 %
Matériel de terrain de jeu	+138 %	Journaux	-33 %
Fournitures informatiques	+103 %	Aspirateurs et autres matériels de nettoyage de tapis	-27 %
Dons et pensions alimentaires	+102 %	Blanchissage et nettoyage à sec	-24 %
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada			

Chefs de ménage de 35 à 44 ans – Progression la plus forte du taux de propriété du domicile

- Les membres de ce groupe ont réussi à maintenir la croissance de leurs dépenses courantes au niveau de la croissance plutôt faible de leur revenu disponible..., malgré un nombre moindre de soutiens économiques. La valeur nette médiane s'est rapidement accrue.
- On y relève la progression du taux de propriété du domicile la plus accentuée des cinq groupes d'âge, mais un léger déclin du taux de propriété d'une voiture ou d'un camion.

TABLEAU 6		
Indicateurs clés, chefs de ménage de 35 à 44 ans		
	Dollars actuels 2004	Changement en regard de 1999
Nombre de soutiens économiques par ménage	1,78	-0,01 soutien économique
Revenu disponible (dollars actuels)	59 205 \$	+17 %
Total, dépenses courantes (dons et pensions alimentaires incl.)	52 036 \$	+17 %
Valeur nette médiane (dollars actuels 2005)	135 408 \$	+42 %
% de propriété du domicile	69,4 %	+3,4 pp
% de propriété d'une voiture ou d'un camion	82,7 %	-0,5 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada		

- En tête de tous les groupes pour ce qui est de la croissance dans plusieurs catégories, notamment pour l'achat d'antiquités et de motocycles et pour le paiement des charges de copropriété.
- Les membres de ce groupe se chargent de l'entretien et de la réparation de leur résidence secondaire, et ils travaillent à l'ordinateur.
- L'achat de motoneiges a enregistré une forte baisse pendant la période, peut-être en raison des températures.
- Tout comme celui des moins de 35 ans, ce groupe a connu une diminution notable des achats d'outils professionnels. Les groupes d'âge supérieurs ont enregistré une hausse à l'égard de ce type de dépenses.
- Le déclin des achats d'ustensiles de cuisine suggère l'adoption d'un style de repas plus décontracté.

- On a moins dépensé au chapitre des jeux de hasard, le déclin le plus remarquable étant celui des dépenses liées aux machines à sous et aux loteries vidéo.

TABLEAU 7			
Changements dans les dépenses moyennes, chefs de ménage de 35 à 44 ans (dollars actuels)			
Croissance marquée en % de 1999 à 2004		Déclin marqué en % de 1999 à 2004	
Antiquités	+182 %	Motoneiges	-44 %
Entretien et réparation, résidence secondaire	+153 %	Outils et matériels professionnels	-40 %
Motocycles	+128 %	Ustensiles de cuisine et de table, coutellerie	-35 %
Charges de copropriété	+127 %	Machines à sous et loteries vidéo	-35 %
Fournitures informatiques	+115 %	Achat d'animaux de compagnie	-31 %
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada			

Chefs de ménage de 45 à 54 ans – Poussée des dépenses liées au logement

- Le total des dépenses courantes a monté un peu plus rapidement que le revenu disponible pendant la période de 1999 à 2004, et ce, malgré la hausse du nombre de soutiens économiques. La valeur nette médiane s'est modestement améliorée.
- Le taux de propriété du domicile a connu une faible hausse, tandis que fléchissait ce taux à l'égard d'une voiture ou d'un camion.

TABLEAU 8		
Indicateurs clés, chefs de ménage de 45 à 54 ans		
	Dollars actuels 2004	Changement en regard de 1999
Nombre de soutiens économiques par ménage	2,12	+0,5 soutien économique
Revenu disponible (dollars actuels)	66 336 \$	+21 %
Total, dépenses courantes (dons et pensions alimentaires incl.)	56 939 \$	+22 %
Valeur nette médiane (dollars actuels 2005)	231 900 \$	+24 %
% de propriété du domicile	77,0 %	+1,6 pp
% de propriété d'une voiture ou d'un camion	84,8 %	-0,5 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada		

- La plupart des hausses notables survenues pendant la période de 1999 à 2004 se rapportaient au logement, soit pour la résidence principale, soit pour la résidence secondaire. Malgré ce taux de dépenses, les paiements hypothécaires réguliers n'ont augmenté que de 29 %, ce qui semble beaucoup plus faible compte tenu de la régression des taux d'intérêt. L'augmentation la plus forte a touché le repas du midi, tant pour les adultes que pour les enfants.
- Les dépenses de garde d'enfants à domicile ont chuté, au regard d'une augmentation du tiers des frais de garde à l'extérieur du foyer.
- Les dépenses de ce groupe ont été moins élevées au poste des jeux de hasard et, en raison de dépenses moindres au plan des motocycles, ces ménages ont affiché des risques d'accident plus faibles. Il y a également eu diminution des dépenses quant aux ustensiles de cuisine, de table et connexes pendant la période.

TABLEAU 9			
Changements dans les dépenses moyennes, chefs de ménage de 45 à 54 ans (dollars actuels)			
Forte croissance en % de 1999 à 2004		Fort déclin en % de 1999 à 2004	
Repas du midi, adultes et enfants	+320 %	Bingos	-54 %
Commissions de courtage immobilier	+248 %	Garde d'enfants à domicile	-51 %
Miroirs et encadrements	+209 %	Machines à sous et loteries vidéo	-36 %
Entretien et réparation, résidence secondaire	+149 %	Motocycles	-36 %
Frais juridiques en rapport avec l'habitation	+142 %	Ustensiles de cuisine et de table, coutellerie	-24 %
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada			

Chefs de ménage de 55 à 64 ans – Augmentation de la valeur nette la plus considérable

- Ce groupe a connu la plus forte croissance quant au revenu, aux dépenses et à la valeur nette. Cette situation reflète l'augmentation du nombre de soutiens économiques la plus forte de toutes.
- Malgré ce facteur, le groupe a enregistré un léger recul du taux de propriété du domicile..., avec compensation minime du côté de la propriété d'une voiture ou d'un camion.

TABLEAU 10		
Indicateurs clés, chefs de ménage de 55 à 64 ans		
	Dollars actuels 2004	Changement en regard de 1999
Nombre de soutiens économiques par ménage	1,40	+0,09 soutien économique
Revenu disponible (dollars actuels)	55 892 \$	+26 %
Total, dépenses courantes (dons et pensions alimentaires incl.)	47 004 \$	+25 %
Valeur nette médiane (dollars actuels 2005)	407 417 \$	+51 %
% de propriété du domicile	75,8 %	-0,04 pp
% de propriété d'une voiture ou d'un camion	82,5 %	+0,04 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada		

- Les plus importantes augmentations de dépenses étaient toutes en rapport avec le logement, ce qui pourrait expliquer le réel déclin des dépenses d'entretien ou de réparation de meubles et d'équipements..., le neuf prenant le pas sur le vieux.
- Le poste commodités lors des déplacements a connu un véritable essor, tout comme celui des voyages organisés (+77 %). Il semble aussi que les membres de ce groupe d'âge aient consacré davantage de temps à l'ordinateur qu'à la fréquentation de bingos et de clubs de loisirs.
- Phénomène qui peut étonner à propos de ce groupe d'âge, le montant moyen versé au titre des pensions alimentaires et soutien d'enfants a régressé de 50 %. Ce taux a augmenté à l'égard de tous les autres groupes. Les personnes de 55 à 64 ans ont déboursé 8 500 \$ environ lorsqu'elles devaient effectivement assumer des frais de pension alimentaire et de soutien d'enfants en 2004.

TABLEAU 11			
Changements dans les dépenses moyennes, chefs de ménage de 55 à 64 ans (dollars actuels)			
Forte croissance en % de 1999 à 2004		Fort déclin en % de 1999 à 2004	
Tapis, carpettes et sous-tapis	+272 %	Pensions alimentaires et soutien d'enfants	-50 %
Évaluation, arpentage et pénalités hypothécaires	+238 %	Cotisations et contributions à des clubs de loisirs	-49 %
Entretien et réparation, résidence secondaire	+154 %	Services juridiques autres que liés à l'habitation	-30 %
Commodités lors des déplacements à l'extérieur (hôtels et motels exclus)	+150 %	Entretien et réparation, meubles et équipements	-28 %
Fournitures informatiques	+150 %	Bingos	-17 %
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada			

Chefs de ménage de 65 ans et plus – À la maison et à l'extérieur

- Chez les aînés, la progression en pourcentage tant des dépenses que du revenu est demeurée stable pendant la période de 1999 à 2004. Très peu de membres de ce groupe ont effectué du travail rémunéré.
- La valeur nette médiane a connu une notable amélioration. Seul le groupe des 55 à 64 ans affichait une meilleure performance.
- Le groupe des aînés a été le seul qui ait assisté à une hausse du taux de propriété à la fois du domicile et d'une voiture ou d'un camion. De plus, la hausse du taux de propriété d'une voiture ou d'un camion a de loin été la plus considérable de tous les groupes d'âge.

TABLEAU 12		
Indicateurs clés, chefs de ménage de 65 ans et plus		
	Dollars actuels 2004	Changement en regard de 1999
Nombre de soutiens économiques par ménage	0,29	+0,01 soutien économique
Revenu disponible (dollars actuels)	33 325 \$	+20 %
Total, dépenses courantes (dons et pensions alimentaires incl.)	31 079 \$	+20 %
Valeur nette médiane (dollars actuels 2005)	303 167 \$	+46 %
% de propriété du domicile	68,0 %	Aucun changement
% de propriété d'une voiture ou d'un camion	72,2 %	+3,6 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada		

- Il faut décidément bannir les stéréotypes. En effet, ce sont les fournitures informatiques qui ont occasionné la plus forte hausse des dépenses chez les aînés. Venaient ensuite les frais de scolarité, qui ont aussi fait un bond spectaculaire. De 1999 à 2004, le pourcentage des ménages ayant acheté des fournitures informatiques a plus que doublé pour s'établir à 18 %, situation qui se retrouve chez les 55 à 64 ans.
- Il y a eu escalade des dépenses aux chapitres des régimes de soins dentaires et de soins médicaux.
- En 2004, le nombre des aînés qui enregistraient des dépenses occasionnées par la résidence secondaire a quasi doublé (8 %) par rapport à celui des acheteurs de véhicules récréatifs.
- On constate une contraction de la demande en services ménagers et autres services d'entretien.

TABLEAU 13			
Changements dans les dépenses moyennes, chefs de ménage de 65 ans et plus (dollars actuels)			
Forte croissance en % de 1999 à 2004		Fort déclin en % de 1999 à 2004	
Fournitures informatiques	+283 %	Aspirateurs et autres matériels de nettoyage des tapis	-37 %
Régime de soins dentaires	+220 %	Achat de véhicules récréatifs	-32 %
Entretien et réparation, résidence secondaire	+200 %	Déplacements par autocar	-31 %
Frais de scolarité postsecondaire	+150 %	Services ménagers et autres services d'entretien	-22 %
Soins hospitaliers	+133 %	Blanchissage et nettoyage à sec	-17 %
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada			

ANNEXE A						
Revenus moyens des familles et des personnes seules, écart de faible revenu et répartition des revenus après transferts et impôts sur le revenu						
	revenus en dollars constants 2004			changement en % pour certaines périodes définies		
				Période entière	Décennie actuelle	Dernière année disponible
	1990	2000	2004	2004-1990	2004-2000	2004-2003
Ensemble des ménages	45 100 \$	47 600 \$	50 300 \$	11,5 %	5,7 %	1,8 %
Ensemble des familles de 2 personnes ou plus	54 500 \$	59 200 \$	62 700 \$	15,0 %	5,9 %	2,6 %
Familles âgées (65 ans et plus) de 2 personnes ou plus						
Couples mariés âgés	40 500 \$	41 300 \$	44 900 \$	10,9 %	8,7 %	3,2 %
Autres familles âgées	54 100 \$	47 200 \$	47 200 \$	-12,8 %	0	-2,1 %
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans) de 2 personnes ou plus						
Couples mariés sans enfant	51 700 \$	56 300 \$	59 100 \$	14,3 %	5,0 %	1,2 %
à revenu unique	43 900 \$	45 600 \$	49 200 \$	12,1 %	7,9 %	5,1 %
à double revenu	57 700 \$	63 700 \$	65 500 \$	13,5 %	2,8 %	-0,3 %
Couples mariés avec enfants	59 800 \$	67 100 \$	73 200 \$	22,4 %	9,1 %	3,5 %
à revenu unique	43 700 \$	48 900 \$	53 200 \$	21,7 %	8,8 %	-1,8 %
à double revenu	59 300 \$	67 800 \$	72 700 \$	22,6 %	7,2 %	3,3 %
Mères seules	25 700 \$	30 800 \$	31 300 \$	21,8 %	1,6 %	2,6 %
Pères seuls	38 400 \$	44 200 \$	44 300 \$	15,4 %	0,2 %	-4,3 %
Ensemble des familles de 2 personnes ou plus, selon la province						
Terre-Neuve	44 700 \$	46 400 \$	47 000 \$	5,1 %	1,3 %	-1,5 %
Île-du-Prince-Édouard	46 400 \$	48 400 \$	49 900 \$	7,5 %	3,1 %	-1,4 %
Nouvelle-Écosse	48 500 \$	50 800 \$	53 000 \$	9,3 %	4,3 %	3,3 %
Nouveau-Brunswick	46 100 \$	49 700 \$	51 900 \$	12,6 %	4,4 %	2,2 %
Québec	48 600 \$	51 900 \$	55 800 \$	14,8 %	7,5 %	3,5 %
Ontario	60 800 \$	67 300 \$	69 300 \$	14,0 %	3,0 %	2,2 %
Manitoba	50 300 \$	52 500 \$	57 100 \$	13,5 %	8,8 %	3,6 %
Saskatchewan	47 500 \$	50 800 \$	54 000 \$	13,7 %	6,3 %	-1,1 %
Alberta	56 000 \$	63 100 \$	69 500 \$	24,1 %	10,1 %	3,1 %
Colombie-Britannique	55 600 \$	55 900 \$	60 400 \$	8,6 %	8,1 %	2,0 %
Personnes seules (vivant seules ou avec une personne non apparentée)						
Total	24 000 \$	24 100 \$	26 000 \$	8,3 %	7,9 %	0,0 %
Hommes âgés (65 et plus)	22 900 \$	23 600 \$	25 600 \$	11,8 %	8,5 %	-1,5 %
Femmes âgées (65 ans et plus)	20 100 \$	21 100 \$	23 200 \$	15,4 %	10,0 %	3,6 %
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	27 200 \$	27 000 \$	28 300 \$	4,0 %	4,8 %	-1,7 %
Femmes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	22 700 \$	21 900 \$	24 400 \$	7,5 %	11,4 %	0,4 %
Écart par rapport au revenu moyen – \$ manquants pour dépasser le seuil de faible revenu						
Ensemble des familles de 2 personnes ou plus	7 400 \$	7 400 \$	7 100 \$	-2,7 %	-2,7 %	1,4 %
Personnes seules	5 300 \$	6 200 \$	6 100 \$	15,1 %	-1,8 %	-1,6 %

Répartition en % de l'ensemble des revenus après transferts et impôts sur le revenu – Ensemble des familles de 2 personnes ou plus, selon les catégories de revenu (changements indiqués en points de pourcentage (pp))						
Familles du quintile inférieur	7,5 %	6,9 %	7,1 %	-0,4 pp	0,2 pp	0
Familles du quintile moyen- inférieur	13,4 %	12,6 %	12,5 %	-0,9 pp	-0,1 pp	-0,1 pp
Familles du quintile médian	18,2 %	17,4 %	17,3 %	-0,9 pp	-0,1 pp	-0,1 pp
Familles du quintile moyen- supérieur	23,8 %	23,3 %	23,2 %	-0,6 pp	-0,1 pp	-0,1 pp
Familles du quintile supérieur	37,1 %	39,8 %	39,9 %	+2,8 pp	+0,1 pp	+0,4 pp
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada, <i>Le revenu au Canada</i> , 2004						

ANNEXE B						
Familles et personnes seules à faible revenu (vivant dans la pauvreté) après transferts et impôts sur le revenu						
	% à faible revenu (pauvreté)			changement en points de pourcentage		
				Période entière	Décennie actuelle	Dernière année disponible
	1990	2000	2004	2004-1990	2004-2000	2004-2003
Ensemble des ménages	15,9 %	16,8 %	15,2 %	-0,7 pp	-1,6 pp	-0,4 pp
Ensemble des familles de 2 personnes ou plus	9,1	9,0	7,8	-1,3	-1,2	-0,7
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	2,4	1,2	1,3	-1,1	0,1	-0,4
Autres familles âgées	3,1	10,1	5,3	2,2	-4,8	-1,1
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfant	6,9	6,9	6,2	-0,7	-0,7	-0,4
à revenu unique	9,9	10,2	8,9	-1,0	-1,3	-1,1
à double revenu	2,7	2,2	2,2	-0,5	0	-0,7
Couples mariés avec enfants	7,2	8,3	6,7	-0,5	-1,6	0
à revenu unique	16,9	22,2	18,4	1,5	-3,8	1,7
à double revenu	4,4	4,1	3,7	-0,7	-0,4	0,1
Mères seules	48,6	36,3	35,6	-13,0	-0,7	-3,2
Pères seuls	18,1	12,3	14,2	-3,9	+1,9	+1,4
Ensemble des ménages, selon l'âge du principal soutien économique						
Moins de 25 ans	48,1	48,2	46,8	-1,3	-1,4	-1,4
25-34 ans	15,8	17,7	14,2	-1,6	-3,5	-1,5
35-44 ans	12,6	13,1	14,1	+1,5	+1,0	+0,9
45-54 ans	10,0	13,3	12,4	+2,4	-0,9	0
55-64 ans	15,6	21,1	16,7	+1,1	-4,4	-0,2
65 ans et plus	14,5	11,5	8,3	-6,2	-3,2	-1,6
Ensemble de la population, selon la province						
Canada	11,8	12,5	11,2	-0,6	-1,3	-0,4
Terre-Neuve	13,1	13,2	12,2	-0,9	-1,0	0
Île-du-Prince-Édouard	6,1	9,1	6,0	-0,1	-3,1	-0,5
Nouvelle-Écosse	9,1	11,6	9,9	+0,8	-1,7	-1,3
Nouveau-Brunswick	10,6	9,2	8,3	-2,3	-0,9	-1,4
Québec	14,8	14,8	11,2	-3,6	-3,6	-1,1
Ontario	9,2	10,8	10,6	+1,4	-0,2	+0,2
Manitoba	14,6	13,4	11,1	-3,5	-2,3	-1,5
Saskatchewan	13,2	10,9	10,1	-3,1	-0,8	+0,3
Alberta	12,6	11,1	10,5	-2,1	-0,6	-0,2
Colombie-Britannique	12,5	15,1	14,2	+1,7	-0,9	-1,1

Personnes seules						
Total	31,3	32,9	29,6	-1,7	-3,3	0
Hommes âgés (65 ans et plus)	20,6	17,6	11,6	-9,0	-6,0	-3,1
Femmes âgées (65 ans et plus)	30,5	21,6	17,0	-13,5	-4,6	-1,9
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	29,4	32,1	31,5	2,1	-0,6	0,8
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	36,8	44,3	38,4	1,6	-5,9	0,4
Remarque : Sont classées comme étant à faible revenu les familles de 4 personnes vivant dans une ville de 500 000 habitants ou plus dont le revenu annuel est inférieur à 31 865 \$ (7 966 \$ par personne) et les familles de 4 personnes vivant en milieu rural dont le revenu annuel est inférieur à 20 844 \$ (5 211 \$ par personne).						
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada, <i>Le revenu au Canada</i> , 2004						

ANNEXE C						
Principaux constituants de la valeur nette moyenne par ménage selon la valeur marchande, en dollars constants 2004						
	Valeur en dollars 2004			Changement en % pour certaines périodes définies		
				Période entière	Décennie actuelle	Dernière année disponible
	1990	2000	2006 (3 trim.)	2006 (3 trim.) -1990	2006 (3 trim.) -2000	2006 (3 trim.) -2005
Total des actifs	281 562 \$	389 912 \$	429 922 \$	52,7 %	10,3 %	4,4 %
Actifs financiers	150 151 \$	244 964 \$	249 547 \$	66,2 %	1,9 %	3,5 %
dont actions et titres	26 403 \$	87 101 \$	92 643 \$	250,9 %	6,4 %	8,1 %
dont assurances-vie et pensions	48 440 \$	86 810 \$	93 070 \$	92,1 %	7,2 %	4,9 %
dont « actifs autres »*	75 308 \$	71 053 \$	92 643 \$	-15,2 %	-10,2 %	-4,4 %
Actifs (non financiers) réels	131 411 \$	144 948 \$	180 375 \$	37,3 %	24,4 %	5,7 %
dont biens immeubles	103 504 \$	117 022 \$	151 307 \$	46,1 %	29,3 %	6,9 %
dont biens durables	25 032 \$	25 083 \$	26 810 \$	7,1 %	6,9 %	0,1 %
dont « actifs autres »**	2 839 \$	2 842 \$	2 258 \$	-20,5 %	-20,6 %	1,2 %
MOINS : Total des dettes	50 845 \$	62 237 \$	75 822 \$	45,2 %	18,6 %	4,7 %
dont crédit à la consommation	11 698 \$	14 632 \$	20 040 \$	71,3 %	37,0 %	6,2 %
dont emprunts hypothécaires	32 312 \$	38 670 \$	44 725 \$	38,4 %	15,7 %	4,6 %
dont « dettes autres »	6 835 \$	8 936 \$	9 058 \$	32,5 %	8,7 %	4,3 %
SOLDE : Valeur nette	230 717 \$	327 674 \$	356 100 \$	54,3 %	8,7 %	4,3 %
Ratios choisis						
Total des dettes, en % du revenu disponible	91 %	111 %	127 %	+36 pp	+16 pp	+4 pp
Prêts à la consommation et prêts hypothécaires, en % du revenu disponible	79 %	95 %	111 %	+32 pp	+16 pp	+4 pp
Total des dettes, en % du total des actifs	18 %	16 %	17 %	-2 pp	+1 pp	0
Total des dettes, en % de la valeur nette	22 %	19 %	21 %	-3 pp	+2 pp	0-
* Obligations acquises, argent en espèces, prêts à des tiers, etc.						
** Machinerie et matériel appartenant aux propriétaires de petites entreprises non constituées en personnes morales et autres.						
Source : People Patterns Consulting, d'après Statistique Canada						

Notes de fin de document et sources des données

ⁱ Donlan, T., *Indebted to Debt*, Barron's, York, vol. 85, n° 46 (2005).

ⁱⁱ Draut, T. et J. Silva, *Borrowing to make ends meet: The growth of credit card debt in the '90s*, Demos, A Network for Ideas and Action, New York, 2003.

ⁱⁱⁱ Ostrowski, J., « Consumer debt bringing about new medical lingo », *The Palm Beach Post* (17 janvier 2005).

^{iv} Loftus, M., « Till Debt Do Us Part », *Psychology Today*, vol. 37, n° 6 (2004).

^v Correspondance de l'auteur avec des conseillers en matière de dettes, 2006.

^{vi} Ipsos Public Affairs, *Half of Americans worry about debt*, The Associated Press Poll, Washington, 2004.

^{vii} Cooke, R. et coll., « Student Debt and Its Relation to Student Mental Health », *Journal of Further and Higher Education*, Royaume-Uni, vol. 28, n° 1 (2004).

^{viii} Milne, C., « EDU: Med students struggling under six-figure debts », *The Medical Post*, vol. 41, n° 2 (2003).

^{ix} Berfield, S., « Thirty & Broke », *Business Week*, n° 3959 (14 novembre 2005).

^x Gensing-Pophal, L., « Drowning in debt », *Credit Union Management*, Madison, vol. 25, n° 4 (2002), p. 42-45.

^{xi} Siahpush, M. et J. Carlin, « Financial stress, smoking cessation and relapse: results from a prospective study of an Australian national sample », *Addiction*, vol. 101, n° 1 (janvier 2006).

^{xii} Avard et coll., « The Financial Knowledge of College Freshmen », *College Student Journal*, vol. 39, n° 2 (juin 2005).

^{xiii} Morrissette, R. et X. Zhang, « Inégalité de la richesse : second regard », *Perspective*, n° au catalogue 75-001-XIF de Statistique Canada (2006).

^{xiv} Section des enquêtes sur les pensions et le patrimoine, *Le patrimoine des Canadiens : un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière 2005*, n° au catalogue 13F0026MIF – n° 001 (2005).

^{xv} Archambault, R. et D. Laverdière, *Un modèle macroéconomique d'analyse de prévision de l'insolvabilité commerciale et des consommateurs au Canada*, Information et analyse économiques, Bureau du surintendant des faillites, Industrie Canada
<http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inbsf-osb.nsf/fr/br01499f.html>.

^{xvi} People Patterns Consulting, *L'évolution de la structure d'âge et ses effets sur les familles et ménages d'ici 2026*, L'Institut Vanier de la famille, décembre 2006.

Principales publications de Statistique Canada ayant servi de sources de données

- *Le revenu au Canada, 2004, 75-202-XIF*
- *Tendances du revenu au Canada 1980-2004, 13F0022XIF*
- *Les habitudes de dépenses au Canada, 2004 et 2005, 62-202-XWF*
- *Comptes nationaux des revenus et dépenses et Comptes du bilan national*
- Divers tableaux CANSIM et sources électroniques

Remarque : Les données touchant le nombre des ménages pour les années 1990 à 2004 sont tirées de la publication de Statistique Canada *Le revenu au Canada, 2004*. On a supposé que, en 2005 et 2006, le nombre des ménages connaîtrait le même taux de croissance qu'en 2004.